

Révolution Internationale

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

JANVIER 77

SOMMAIRE

La mort d'un anti-fasciste p.2
La bourgeoisie belge à l'heure
de la crise p.3
Luttes de classe en Amérique
Latine p.5
Groupements de classe
et groupements confus p.6
Le perpétuel débousolement
de l'anarchisme p.7
Québec : Pas d'indépendance
vis-à-vis de la crise p.8

MENSUEL n°33

2 FR /20fr/15fr/50cts.can.

UN DEVOIEMENT

EXEMPLAIRE

Le 5 décembre au matin, les forces de police font évacuer les locaux du "Parisien Libéré". Aussitôt, des protestations diversement indignées affluent de toutes parts. La droite de Chirac parce que son opération publicitaire du "Rassemblement gaulliste" contre le "collectivisme" a été passée sous silence à cause de la grève de la presse ; la gauche parce que l'emploi de la force contre des travailleurs en grève est une atteinte grave à la "liberté syndicale". Mais, derrière les protestations contre la répression se cache la volonté de réconciliation nationale de deux forces apparemment antagoniques : la volonté d'une paix sociale qui ne peut être obtenue que par la négociation, le dialogue. A quelques mois des élections législatives de 78, il ne faut plus des patrons de choc du genre Amaury : "grand patron autoritaire, hostile au syndicat à tout prix, opposé à toute discussion, à toute relation normale avec le salarié et qui agit impunément dans l'illégalité" (Huma du 8/12/76), mais un patron de dialogue du style Agnelli en Italie.

L'"Humanité" proteste au nom de la négociation refusée aux travailleurs du "Parisien Libéré". Mitterrand proteste parce qu'il est "rare qu'un socialiste, et plus encore un socialiste responsable, ne soit pas solidaire des travailleurs". Le syndicat de la magistrature proteste contre le "caractère inégalitaire" d'une justice à deux vitesses selon qu'elle condamne le patron ou l'ouvrier. Le PSU proteste contre un "gouvernement (qui) se solidarise d'un patron de presse fasciste". "Rouge", "Lutte Ouvrière" et bien d'autres s'associent à toutes les protestations qui se sont déjà élevées.

En organisant l'indignation de l'opinion publique, autour des vieilleries démocratiques de la liberté et du droit au travail, la gauche ne fait que remplir, à une échelle caricaturale, un rôle de dévoiement nécessaire à un bon climat électoral, au calme social.

Elle a fait de la lutte contre la répression un objectif de la classe ouvrière, mais pour mieux dévoyer les luttes en cours : présentant la répression comme une atteinte aux "libertés élémentaires", du citoyen, elle fait des ouvriers en lutte autant d'individus brimés par un mauvais capitalisme, de mauvais patrons. Comme s'il pouvait y avoir un bon capitalisme, de bons patrons, qui seraient, bien sûr, de gauche. Or, en 46, le ministre "communiste" du travail Croizat faisait évacuer des locaux de l'"Humanité" les rotativistes en grève contre la réduction de leurs salaires.

Elle a fait de la durée du pourrissement de la lutte un critère de combativité de la classe ouvrière ; elle transforme les clowneries des coups de main contrôlés par les syndicats : mise à sac des imprimeries où étaient éditées les éditions pirates, organisations de rodéos nocturnes, en moyens de lutte de la classe ouvrière. Elle a fait de la solidarité un moyen d'isoler les ouvriers du "Parisien Libéré", comme bien d'autres, dans leur cadre corporatiste : des caisses de solidarité avec prélèvement obligatoire sur les salaires des ouvriers du Livre aux manifestations dites de solidarités, la gauche a obtenu un partage final de la misère, le contrôle des licenciements par les syndicats.

Une fois de plus, la gauche a pu utiliser la faiblesse des luttes pour neutraliser un prolétariat renaissant, pour faire de la violence révolutionnaire, de la solidarité de classe, des termes vides de tout contenu prolétarien. Mais les efforts que font toutes les bourgeoisies nationales pour "apprivoiser" leur prolétariat sont significatifs à la fois de la grande peur de la bourgeoisie et de la force de la seule classe qui ait aujourd'hui un avenir.

FRANCE

ORGANISER LE CHOMAGE : DESORGANISER LA CLASSE

L'abcès grandissant du chômage alarme l'ensemble de la bourgeoisie. Pour elle, le niveau du chômage a atteint la côte d'alerte mais ce n'est là qu'une "crise de restructuration", donc passagère. Malgré l'unanimité de ces diagnostics, la paralysie qui gagne progressivement ses cellules économiques atteste de la généralisation de ce cancer qu'est la crise pour le capitalisme.

Dans l'incapacité de résorber ce mal, la bourgeoisie est amenée à tenter de rationaliser sa médication. Au mois de mars dernier, vingt-quatre ministres du travail de l'OCDE réunis à Paris ont déjà envisagé la "mise en place de projets d'emploi des chômeurs financés par les collectivités locales afin de satisfaire de nouveaux besoins sociaux". A l'avant-garde des mesures prises, le gouvernement belge contraint les chômeurs à fournir un minimum de trois journées de main-d'œuvre à l'Etat, condition pour qu'ils puissent "jouir du bénéfice" de l'allocation chômage. En fait, c'est seulement vers des "mesures" similaires rénovant la politique de l'époque du "New Deal" américain qui peut s'orienter l'ensemble de la bourgeoisie des pays industrialisés touchés par la crise - et en premier lieu, la France.

Jusqu'à l'agonie du capitalisme, le chômage, sous ses diverses formes, constituera un facteur inséparable de la crise : de plus en plus préoccupant pour la bourgeoisie, il interviendra comme un pôle d'oppression de plus en plus important pour la classe ouvrière.

le chômage inséparable de la crise générale

Le chiffre record de 1 500 000 demandes officielles d'emploi non satisfaites est enregistré en France pour le mois de novembre. En augmentation de 1,6 % par rapport au mois précédent, ce chiffre traduit un accroissement de 15 % du nombre de chômeurs pour l'année. Au même moment, la bourgeoisie annonce qu'elle se prépare à jeter des milliers et des milliers d'ouvriers au chômage.

Dans la sidérurgie lorraine, c'est plus de 20 000 suppressions d'emploi qui sont envisagées à court terme alors que les centres les moins rentables (Longwy, Thionville, Rombas) sont déjà en train "d'évacuer" un millier de

personnes. Une sévère réduction d'effectifs affecte l'industrie textile depuis l'avalanche de liquidations de petites entreprises dans les Vosges et la région lyonnaise jusqu'à la fermeture du dernier atelier de Rhône-Poulenc à Péage-de-Roussillon en passant par une série de licenciements à Roanne.

Les unes après les autres, les tanneries françaises doivent fermer leurs portes. Les licenciements touchent régulièrement les industries du bâtiment et des constructions mécaniques. Ce sont ainsi des secteurs-clés de l'industrie française qui sont frappés.

Les impératifs de réduire la production alors que l'appareil productif fonctionne déjà à moins de 60 % de ses capacités correspondent à une baisse généralisée des carnets de commande. Dans un marché engorgé, les produits français se vendent de plus en plus mal, leur compétitivité ne cesse de décroître face à une concurrence exacerbée (cf. l'assaut des produits japonais sur le marché européen). Ce ne sont plus

(Suite p. 2)

MOYEN-ORIENT

ENTRE LA GUERRE ET LA LUTTE DE CLASSE

Le simple fait de peindre ses chars en blanc et ses casques en vert a permis à l'armée syrienne de réaliser en quelques jours, sans coup férir, ce qui était engagé depuis plusieurs mois et, tout en progressant, se heurtait à une violente opposition militaire ; l'occupation de l'ensemble du Liban par les forces armées de Damas devenues par la magie des mots "forces arabes d'intervention".

C'est là un des tours de passe-passe de l'impérialisme américain qui démontre sa force et sa position dominante dans cette région du monde. Sans que celui-ci apparaisse directement, les pièces du puzzle se sont mises en place au travers des pressions diplomatiques, financières et militaires. C'est l'Arabie Séoudite, l'un des gendarmes du bloc impérialiste américain dans cette région du monde qui a mis la dernière touche à cette alchimie remarquable en convoquant à Ryad une conférence où furent invitées les principales parties en cause : l'OLP, la Syrie, le Liban, le Koweït et l'Egypte.

L'Arabie Séoudite et le Koweït sont les deux principaux banquiers du monde arabe, qui tiennent les cordons et grâce aux subsides desquels des pays comme l'Egypte, la Syrie et bientôt le Liban arrivent difficilement à ne pas entièrement sombrer économiquement. Le langage tenu à la conférence fut certainement simple mais "payant". Résultats : la Syrie et l'Egypte se réconcilient au sein d'une triple alliance avec leur mentor séoudien, et l'armée syrienne devient "force arabe de dissuasion", ce qui permet de laisser une initiative politique à l'Egypte et à préserver son rôle privilégié au Moyen-Orient ; en échange, la Syrie reçoit, pour "payer"

(Suite p. 4)

U.S.A.

une équipe chasse l'autre... la crise demeure

Dans le numéro précédent de notre journal, l'article "LA FOIRE ELECTORALE", sur les dernières élections aux U.S.A., mettait l'accent sur le fait que le changement d'équipe gouvernementale n'allait pas "bouleverser les orientations de la politique américaine, dont le cours suivra les nécessités imposées par la crise au capital". Ce sont ces "orientations" et ces "nécessités qu'impose la crise" qui sont analysées par l'article ci-dessous, dont nous publions ici la première partie.

Savoir s'il fallait appliquer une politique déflationniste ou une politique de relance a été une des questions qui a divisé les grandes sphères de la bourgeoisie américaine ces dernières années. Cette controverse, souvent acharnée, entre déflationnistes et inflationnistes s'est exprimée dans la récente campagne électorale dans le débat sur : "quel est le pire ennemi de la santé économique du pays : l'inflation - comme le voulait Ford - ou le chômage - comme le voulait Jimmy Carter ? La fin de la pause qu'avait connue la crise - fin annoncée par les sombres statistiques économiques publiées dans les dernières semaines de la campagne électorale - a coupé l'herbe sous les pieds de Ford qui tentait de mobiliser une base populaire autour d'un programme déflationniste. Le taux de croissance du P.N.B. était passé de 9,2 % dans le premier trimestre de l'année 1976 à moins de 4 % dans le troisième trimestre ; 30 % de la capacité industrielle américaine sont inutilisés et

tous les indicateurs économiques officiels révélaient une baisse générale : le taux de chômage officiel n'avait fait que monter depuis mai et allait atteindre 8 % à la veille des élections. Une telle perspective économique a convaincu une grande partie de la bourgeoisie américaine que la politique de restrictions fiscales et monétaire des William Simon - Alan Greenspan - Arthur Burns avait vécu, et qu'il s'agissait maintenant de se tourner vers la politique de stimulation et relance préconisée par le principal conseiller économique de Carter, Lawrence Klein.

En effet, Klein a récemment annoncé qu'il faudrait stimuler l'économie américaine pour atteindre un "taux de croissance de 7 %, afin de compenser la baisse de l'été et de l'automne, et renouveler la "relance".

Pour atteindre ce but, la nouvelle équipe gouvernementale va probablement

regonfler l'économie par des coupures ou des diminutions dans les taxations, ou par une relance des dépenses de l'Etat - ou bien par une combinaison de ces trois mesures - tout en augmentant la masse monétaire. Mais, loin d'être un stimulant à la reprise, le programme de relance de Carter ne va stimuler qu'une nouvelle flambée d'inflation galopante, en ajoutant de l'huile sur les feux inflationnistes qui brûlent déjà en conséquence du déficit commercial qui commence à poindre aux U.S.A.

Le programme de relance de Carter ne s'arrêtera pas aux frontières américaines. La nouvelle administration se servira de l'écroulante prédominance économique du capital américain sur le marché mondial pour imposer une politique stimulante auprès des banques centrales de certains de ses pays satellites ainsi qu'auprès d'organismes "internationaux" comme le Fonds Monétaire International et la Banque des Règlements Internationaux. Tout en espérant que la relance aux U.S.A. allègera quelque peu la pression économique qui pèse sur les "hommes malades" d'Europe comme la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Espagne et la France, l'équipe gouvernementale de Carter essaiera très probablement aussi d'imposer des politiques de relance am-

(Suite p. 4)

ORGANISER LE CHOMAGE: DESORGANISER LA CLASSE

(Suite de la p. 1)

seulement des usines de petite ou moyenne importance mais des entreprises de taille européenne comme dans la sidérurgie Usinor ou Sacilor-Sollac qui sont incapables de soutenir cette rivalité, faute d'un rendement productif suffisant. Des pans entiers de l'industrie se décomposent et la France est en train de rejoindre à grandes enjambées le niveau de crise de ses "compagnons d'infortune" au sein des pays les plus industrialisés : l'Italie et la Grande-Bretagne. Dans cette situation, "on ne peut pas alourdir le prix de revient des marchandises en augmentant sans cesse les charges des entreprises ou en les contraignant à garder des salariés en surnombre par rapport aux perspectives d'activité". (Interview de F. Ceyrac, président du patronat français, du 22 novembre dernier). Homme réduit à l'état de marchandise, le prolétaire voit sa force de travail soumise à la situation du marché capitaliste. A l'époque où la réduction de ces marchés fournit le cadre d'une surproduction permanente, lorsqu'une bonne partie des produits ne peuvent plus être vendus, une part de plus en plus grande de prolétaires ne peuvent plus vendre leur force de travail.

Non seulement on assiste à des licenciements collectifs et à des fermetures d'entreprise, mais le chômage partiel se développe dans les secteurs les plus touchés par la crise : à l'heure actuelle, principalement dans le textile et dans les mines, le travail est fréquemment réduit à 28 ou 32 heures par semaine. Le blocage de l'emploi, la mise au chômage partielle ou totale, temporaire ou définitive ne sont qu'une des manifestations de l'attaque généralisée contre le niveau de vie de la classe

Comment la gauche organise le chômage...

La bourgeoisie ne peut plus offrir qu'une chose : les charges de sa crise à ceux dont la fonction dans le système est d'être exploités.

De ce fait, dans les secteurs passés sous son contrôle, à l'EGF comme aux Charbonnages de France, l'Etat est bien incapable de respecter l'accord contractuel conclu avec certains syndicats pour la soi-disant "garantie" de progression de 2 % du pouvoir d'achat des salariés en 1977. A travers l'érosion plus forte des salaires, leur amputation par la baisse d'activité des entreprises ou la vague de licenciements, les foyers d'agitation sociale se multiplient : métallos, mineurs ou employés de l'EGF (où le mouvement de grève n'avait pas été si largement suivi depuis 1968) ont réagi vivement à l'ensemble des "mesures d'austérité" malgré le contrôle rigoureux des syndicats qui sont contraints de durcir leur vocabulaire sous la pression : "On n'a pas l'habitude d'aller négocier avec un drapeau blanc" déclarait le délégué cégétiste lors de l'occupation du superpétrolier "Bellamy" par les ouvriers des chantiers navals de Saint-Nazaire. Ce "durcissement" des syndicats est lié à leurs craintes : "Il est parfois des idées qui font leur chemin et qu'il faut arrêter avant qu'elles n'en fassent trop", expliquait le même délégué le lendemain. Autrement dit, le patronat est prévenu : "Si vous continuez à vous heurter de front aux ouvriers en refusant d'ouvrir les négociations, nous, syndicats, ne pourrions peut-être plus les contenir".

En encadrant les luttes pour les mener sur le terrain des négociations, les syndicats constituent l'atout maître de la direction pour faire entériner les décisions prises et faire accepter aux ouvriers l'ensemble de ces mesures. Toutes les luttes "contre les licenciements" qu'ont animés les syndicats ont amené les ouvriers dans une impasse. En aucun cas, les négociations à l'issue de ces luttes n'ont permis la réintégration des ouvriers licenciés. A cet égard, la grève de Renault en 73 constitue l'exemple le plus éclairant.

Le seul élément que puissent attendre les ouvriers de l'ouverture de ces solutions "négociées", c'est la perspective commune du patronat et des syndicats : l'acceptation des "sacrifices" plus importants qui sont exigés d'eux, que ce soit le cadeau d'un chômage plus abondant ou d'une attaque accrue de leurs salaires. C'est à travers ces négociations qui enterrent les luttes - d'autant mieux que leur ouverture est chaque fois présentée comme une victoi-

re et une fin en soi - que les syndicats se font les véritables organisateurs du chômage.

Dans ce partage du travail de la bourgeoisie, le versant gauchiste offre une autre facette en organisant des "comités de chômeurs" à l'usage plus particulier du dévoiement des jeunes prolétaires privés d'emploi. Ces "comités" qui ont fleuri partout depuis le début des années 70 par communes et par quartiers maintiennent l'illusion qu'une action est possible sur le terrain même où ils se développent cautionnant ainsi la scission économique provoquée par le capitalisme au sein de la classe ouvrière. Dans sa "spécificité", le chômage n'offre qu'un terrain de prédilection à la bourgeoisie pour diviser la classe et provoquer une concurrence entre ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas. Dans cette rivalité entre exploités sur le marché de l'emploi réside "la misère qui concentre en elle toutes les misères" et c'est la seule "spécificité" que fait naître la situation particulière du chômeur.

Cette "misère" qui engendre le fait que la charge accrue des allocations de chômage est redistribuée sur l'ensemble des salariés et que le développement du chômage représente un poids plus lourd pour ceux qui ont encore du travail, qui engendre le fait que la contrepartie de la mise à pied de certains est l'exigence d'une productivité accrue des autres, c'est la "misère" du capitalisme lui-même qui, partout, ne peut plus fournir qu'une dose plus massive d'exploitation aux exploités.

Le chômeur, exclu du procès de production par l'économie capitaliste en crise se retrouve de fait isolé de l'activité et de l'emprise de sa classe sur le bouleversement révolutionnaire de la société. Tous les organes qui, comme les comités de chômeurs, contribuent à traiter des problèmes du chômage comme des conditions spécifiques ne font que l'isoler davantage dans cette séparation.

En même temps, "les comités de chômeurs ne peuvent être que les comités du chômage" (RI n° 20 - "Chômage et lutte de classe") comme toutes les organisations qui cloisonnent et tentent de fractionner la classe ouvrière à travers des revendications catégorielles servent à l'encadrement et au renforcement général de l'exploitation. Ceci parce que le terrain économique ne peut être que celui du capitalisme, celui où il perpétue en permanence l'exploitation et l'atomisation des ouvriers. Depuis plus de soixante ans, toutes les revendications purement économiques sont des impasses pour les luttes où le sort matériel des ouvriers ne peut plus être amélioré mais au contraire subit une attaque et une détérioration constante, aggravée en période de crise.

En tant que tels, comités de chômeurs, comités d'occupation d'usines, autogestion des entreprises en faillite constituant des carcans qui enferment les luttes sur un terrain miné. Il ne peut exister d'organisation permanente des luttes qui se maintienne sur des positions de classe parce que les luttes elles-mêmes ne peuvent plus être permanentes. Leur dynamique de flux et de reflux est liée à leur capacité de débordement des cadres catégoriels et économiques et dépend ainsi du niveau de conscience générale de la classe quant à l'impossibilité d'amélioration matérielle de son sort à l'intérieur du système. C'est pourquoi il ne peut exister non plus d'organisation qui permette d'unir les chômeurs chassés de la production au reste de la classe sur le terrain de leurs revendications économiques.

Dans la crise mortelle qui assaille le capital, les chômeurs ne constituent pas une "armée de réserve" mais une masse de plus en plus importante d'exploités dont la plupart ne pourront pas être réintégrés dans la production ni même retrouver un emploi (voir l'augmentation du nombre des chômeurs dits "de longue durée"). Dans ces conditions, les prolétaires au chômage ne pourront rejoindre l'ensemble de la classe qu'à travers les luttes généralisées que celle-ci sera capable de mener en brisant tous les ghettos (comités de chômeurs, cadre de l'usine) dans lesquels tente de l'enfermer aujourd'hui la bourgeoisie.

A MALRAUX, LA PATRIE RECONNAISSANTE...

Acculée par la crise, la classe bourgeoise a pu faire de la mort de Malraux un dérivatif opportun aux graves problèmes du temps. De "grands" événements comme celui-ci font taire les "passions partisans". Unie par la mort de ce personnage ultra-officiel de la vie culturelle, chacune des fractions bourgeoises, de "Libération" à Chirac en passant par l'"Humanité" a déclaré l'oeuvre de Malraux comme "bien national", ce qui est, évidemment, conforme au passé de son auteur.

En un laps de temps très court, deux noms, révéérés à l'égal des plus grands, ont quitté ce monde pour entrer, en pompes solennelles, au Panthéon des gloires bourgeoises : Mao Tsé Toung et Malraux. Tous deux ont été saisis déjà morts par la mort au seuil d'une vie vouée à la défense de la classe dominante ; aussi, la société civile "des loups, des cochons et des chiens" leur a fait un long cortège d'honneur.

Alors que Mao restera pour toujours l'homme qui a jeté, avec d'autres, le prolétariat de Canton et Shanghai dans le guet-apens que lui tendait l'"allié" du Kuomintang, Malraux est celui qui, de sa plume, plaide la justesse de la politique prônée par l'Internationale Communiste de subordination du prolétariat à l'alliance des quatre classes.

Malraux s'est baptisé dans les eaux méphitiques de la "révolution dans un seul pays", et il est impossible de reconnaître jamais chez lui une quelconque action révolutionnaire. Toujours, il s'est tenu sur le chemin de crête de la contre-révolution d'où il occupa la position de phare de la "conscience" de l'intelligentsia "progressiste".

Devant le fascisme qui a pris le pouvoir en Italie et en Allemagne, le revoué en pleine lutte pour le respect des "droits de l'homme" bafoués par la dictature, défilant à Paris poing levé ; à Berlin, même, élevant la voix contre les juges de Hitler qui se préparent à faire le procès du stalinien Dimitroff, tandis que dans les géôles russes se meurent des centaines d'opposants politiques parmi lesquels l'anarchiste Ghesi et le communiste Calligaris, tous deux réfugiés italiens ; que des assassinats massifs répondent à celui de Kirov, bras droit de l'autocrate. Pour ceux-là, Malraux ne jugera pas bon de lever le petit doigt.

A l'étape suivante de la contre-révolution mondiale, lassé des meetings antifascistes salle Pleyel, Malraux court se charger de "missions dangereuses" pour défendre la République espagnole. Ce sera Teruel, ce Guernica de gauche qui n'inspira aucun Picasso, car ceux que Malraux bombardait étaient des "noirs", des "fascistes"...

En 40, il refuse la défaite de sa bourgeoisie : il est soldat puis résis-

tant engagé dans l'"armée des ombres". Stalinien libéral, Malraux se devait de changer de patron et donner son adhésion au gaullisme jusqu'à la fin de sa vie. Au sortir de la guerre, Malraux se donne à la "révolution nationale" du RPF, parti décidé à l'instaurer un pouvoir fort.

Malraux n'a pas trahi son existence antérieure, ni en se faisant mentor du gaullisme, ni en refusant, contrairement à Sartre, de porter les valises du FLN algérien. Malraux ministre de la Culture gaulliste pendant dix ans n'est en rien comparable au Gogol du "Revizor" qui se renie dans le slavisme pour adorer tout ce qu'il avait brûlé, Eglise et sermage. L'oeuvre qui part des "Conquérants" pour finir avec "Lazare", c'est celle d'un dandy issu d'une classe en pleine décadence et dont il exprime l'angoisse face à la montée de son fossoyeur historique. De sa frénésie d'aventures exotiques à l'occupation d'une haute fonction dans l'appareil d'Etat, les principes demeurent entiers, fidèles à l'ordre pourrissant de la bourgeoisie. Que son oeuvre emprunte la forme non-conformiste ou sa contrepartie académique, elle s'inscrit dans le contexte de la dégénérescence culturelle du système capitaliste, et naturellement, est l'idéal de tout bourgeois érotique dont l'espèce fourmille avec la décadence économique.

Aux époques contre-révolutionnaires, des clercs comme Malraux peuvent tenir le haut du pavé parce que l'idéologie et l'art dominants sont ceux de la classe dominante. Heidegger fut le philosophe du nazisme, Marinetti le poète du fascisme, Lyssenko le biologiste du stalinisme et Malraux le chantre du gaullisme.

Avec Malraux, ce n'est pas un chêne qui s'est abattu, mais un arbre pourri, rongé jusqu'aux racines. Aventurier individualiste lié au totalitarisme russe en tant que "compagnon de route", spandassin de l'art, Malraux aura vécu.

Laissons les morts enterrer leurs morts...

R. C.

REUNIONS PUBLIQUES

Révolution Internationale organise régulièrement des réunions publiques et des permanences à Paris et dans plusieurs villes de province : Auxerre, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Marseille, Nantes, Rouen, Toulouse.

- à PARIS, la prochaine réunion publique se tiendra le samedi 8 janvier sur le thème : CRISE DE RESTRUCTURATION OU CRISE MORTELLE DU CAPITALISME à 17 h, au 27, avenue de Choisy (salle verte, premier étage), Paris 13ème.

Des permanences ont lieu tous les samedis au même endroit, à 17 h.

- à MARSEILLE, la prochaine réunion publique se tiendra le samedi 15 janvier, à 20 h, salle Lacordaire 30, rue Sainte Victoire, sur le thème LA NATURE CAPITALISTE DES PAYS DE L'EST.

Des permanences auront lieu le 2ème et 4ème vendredi du mois, salle Lacordaire, de 18 h à 21 h.

- à DIJON, la prochaine réunion publique se tiendra le 21 janvier à 20 h 30, à la M.J.C., Maladière, rue Balzac. Thème non encore choisi.

- à NANTES, la prochaine réunion publique se tiendra le 15 janvier, à 17 h, au 3, rue Amiral Duchaffault, salle 89, sur le thème : LA FRANCE, PROCHAIN MAILLON DE LA CRISE MONDIALE.

souscription

A l'heure où la crise frappe avec de plus en plus d'acuité et que le prolétariat retrouve le chemin de son combat révolutionnaire, les communistes doivent intensifier leur activité alors même que tous les frais augmentent : papier, impression, frais postaux.

Pour faire face aux tâches qui l'attendent, et pour qu'ils puissent ainsi manifester concrètement leur soutien, REVOLUTION INTERNATIONALE ouvre auprès de ses lecteurs et sympathisants une SOUSCRIPTION PERMANENTE.

REVOLUTION INTERNATIONALE
B.P. 219
75827 PARIS CEDEX 17

Abonnements couplés : 12 numéros du journal et 4 numéros de la "Revue Internationale" :
France 40 F
Etranger 60 F
Hors d'Europe par avion 80 F

Abonnements et versements à
C. Giné CCP La Source 34 195 33

Abonnements
1 an (12 numéros)..... 20 F
6 mois (6 numéros)..... 10 F

Directeur de la publication : C. Giné
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu
Paris. 20ème.

LA BOURGEOISIE BELGE A L'HEURE DE LA CRISE

Tel un poison qui remonte lentement mais inexorablement des membres vers le coeur, les remous de la crise économique s'attaquent progressivement aux centres vitaux du capitalisme mondial. Il n'existe pas d'antidote pour arrêter le mouvement. Le système capitaliste, souillé en son sang, ne peut plus se revivifier entièrement. La guerre et l'austérité draconienne qui la précède ne sont en effet qu'un frein temporaire à cette agonie.

Bien sûr, ce serait simplifier à outrance que s'imaginer qu'il suffit de souffler sur le château de cartes du capital pour que celui-ci s'écroule ! La bourgeoisie n'est pas prête à se laisser "manger" aussi rapidement. En tant que classe dominante, sangsue de la société, elle vit, se nourrit, jouit de ce système d'exploitation et luttera dents et ongles pour le maintenir en vie.

La bourgeoisie a appris à l'école de la crise à répondre empiriquement aux différentes secousses qui ébranlent sa stabilité. Elle sait, avec sa longue expérience de garde-chiourme, comment mater son pire ennemi de classe : le prolétariat. Cette faculté d'adaptation au jour le jour, cet esprit pratique et parfois lucide, n'excluent pourtant pas son incapacité totale à réagir solidairement et de manière entièrement consciente en vue de défendre des intérêts à plus long terme.

C'est pourquoi, aujourd'hui, en Belgique comme partout dans le monde entier, se confirment, répondant aux symptômes de la crise économique, les réactions alarmées de la bourgeoisie et son instabilité croissante du point de vue politique.

un système qui coule...

Si hier encore la bourgeoisie belge pouvait se vanter de vérifier par la pratique la justesse du proverbe "diviser pour régner", aujourd'hui les oppositions internes qu'elle avait su mettre à profit pour diviser le prolétariat semblent se retourner contre elle.

La bourgeoisie en Belgique s'est efforcée d'utiliser au maximum les divergences internes au capital national en vue d'enterrer les luttes ouvrières sur un terrain strictement bourgeois. Profitant des différences économiques entre les deux grandes régions du pays, jouant sur l'opposition régionaliste et linguistique "flamands-wallons", greffant sur celle-ci une division au niveau syndical entre chrétiens-non chrétiens, elle pouvait s'enorgueillir d'avoir su étouffer dans l'oeuf la plupart des grandes luttes ouvrières. C'est ainsi que la grève de 1960-61 vit apparaître son fossoyeur sous les traits du fédéralisme wallon d'André Renard. Tandis que le régionalisme flamand s'acharnait de son côté à ramener sous son giron la majorité des conflits sociaux entrepris dans la région nord du pays. Dotée de huit partis politiques, à la suite du contentieux communautaire qui a introduit depuis six ans la division en son sein, la bourgeoisie belge se passerait bien de ce record européen qui lui donne des instruments bien fragiles pour mener à bien une politique d'austérité face à la crise. La sonnette d'alarme de la crise économique lui rappelle aujourd'hui qu'au delà du puzzle communautaire et des intérêts régionaux, sa survie dépend de sa capacité à mener une politique réellement nationale.

Déjà en 1974 elle avait tenté, sous la houlette de Léo Tindemans, d'entreprendre à Steenokkerzeel le premier dialogue de communauté à communauté afin d'imposer aux partis flamands, wallons et bruxellois un "serrons-nous les coudes" solidaire. Que cette tentative ait échoué en partie ne devrait pas nous étonner. La bourgeoisie, incapable de se donner une vision claire et à long terme de ses intérêts généraux, ne réagit pas comme un bloc homogène et conscient. Assaillie par toutes ses contradictions internes, divisée en fractions opposées, freinée dans sa marche vers le capitalisme d'Etat par des fractions plus anachroniques, elle ne prend les mesures adéquates que lorsqu'elle se retrouve le couteau sous la gorge, coincée entre le marteau de la lutte de classes et l'enclume de la crise.

La paralysie actuelle du gouvernement Tindemans et ses oscillations dangereuses depuis les dernières élections municipales, sur la corde raide de la crise politique sont significatives à cet égard. En effet si le dernier remaniement gouvernemental (entrepris dans une période de relative stagnation des luttes sociales) concrétise d'une part la nécessité pour la bourgeoisie belge de garder un semblant d'équilibre afin d'aborder le règlement du problème communautaire et d'autre part la répugnance des partis à provoquer délibérément des élections anticipées, ces manœuvres ne laissent cependant qu'un répit limité au gouvernement, le sursis du condamné en quelque sorte!

Amené au pouvoir en 1974, le gouvernement Tindemans est bien le reflet des contradictions de la société belge. S'appuyant sur une majorité parlementaire

hétérogène, avec en son sein des tendances réellement anachroniques représentées par l'ex PLP-RW (1) (qui défend une politique patronale dure visant à restreindre l'influence des syndicats) il s'est efforcé malgré tout d'essuyer les premiers embruns de la récession économique. Impulsés principalement par l'aile réaliste du gouvernement - dont fait partie le Mouvement Ouvrier Chrétien - les plans de relance ont succédé aux plans anti-crise s'avérant n'être en fin de compte que des plans anti-ouvriers!

La marche vers le capitalisme d'Etat et l'austérité a bien sûr suivi son cours inévitable. La coordination de la production et des exportations, le freinage des coûts de production, l'intervention de l'Etat dans le domaine des investissements publics, par la transformation de la Société Nationale d'Investissements (SNI) en holding public sont autant de témoignages du rôle de plus en plus prépondérant que l'Etat a été appelé à jouer face à un capital divisé et affaibli. Que le timonier Tindemans ait été contraint de mener sa barque gouvernementale vers le port d'attache du capitalisme d'Etat, cela n'a rien d'étonnant. La bourgeoisie ne possède pas, face à l'exacerbation de la crise, l'embaras du choix. Et seul l'Etat peut encore la sauver momentanément de l'effondrement économique.

Toutes les fractions de la bourgeoisie ne réagissent pourtant pas de la même manière face à la nécessité de renforcement étatique qui s'accompagne du long cortège des sacrifices à imposer à la classe ouvrière. Il existe entre elles une différence quant à la manière de les appliquer et de les faire accepter par le prolétariat. Et on ne peut pas dire que le gouvernement Tindemans soit parvenu à faire passer la pilule amère de la crise! Absent ces derniers mois des discussions entre syndicats et patronat, il avait déjà eu toutes les peines du monde à imposer ses vues aux syndicats et à faire appliquer ses divers plans de "relance". Ainsi la fameuse loi-programme envisagée pour 1976-80 vient d'être contestée non seulement par les syndicats, mais également par les instances régionales. De plus, certaines fractions libérales et représentantes des couches moyennes continuent à s'opposer par leur inertie à cette évolution vers une plus grande concentration étatique.

Cette résistance explique en partie le fait que le PSB, ce parti national par excellence, cet amant fidèle du replâtrage étatique, cet ennemi acharné de la classe ouvrière ne soit pas encore revenu au gouvernement alors qu'aujourd'hui toutes les conditions semblent requises pour qu'il retrouve sa place au "soleil".

...et sa bouée de sauvetage

L'emprise de la social-démocratie dans la vie politique belge et son intégration définitive dans le camp de la bourgeoisie est un fait qui date. Le POB (2) sera en effet le premier parti "ouvrier" d'Europe à s'intégrer, lors de la première boucherie mondiale, dans un gouvernement d'Union Nationale. La social-démocratie fera preuve en effet de moins de scrupules encore que Lady Macbeth pour se salir les mains avec le sang de la classe ouvrière. Depuis la fin de la première guerre, la Belgique a connu quarante et un gouvernements ; les socialistes y ont participé vingt-six fois, s'efforçant de freiner la combativité ouvrière, appliquant - notamment avant la deuxième guerre

mondiale - une politique d'austérité draconienne, enchaînant le prolétariat au char de l'anti-fascisme, n'hésitant pas non plus à réprimer ouvertement les grèves. Ainsi ce fut le gouvernement très "socialiste" de Lefevre-Spaak qui vota les fameuses lois anti-grèves en 1961, quatre ans plus tard c'est le ministre "socialiste" de l'intérieur, Alfonso Vranckx, qui organisa la répression sanglante de la grève de Zwartberg!

Face aux tendances rétrogrades de certaines couches de la bourgeoisie on comprend sans peine les raisons pour lesquelles le PSB s'impose aujourd'hui comme le seul parti politique capable de coordonner l'économie nationale en déclin.

La conclusion récente en son sein d'un accord communautaire vient confirmer sa capacité à dépasser les intérêts locaux et les luttes fratricides au profit d'une perspective nationale. Capable d'intégrer parfaitement dans son programme politique les justifications d'une marche vers le capitalisme d'Etat, le parti socialiste possède en plus le talent plastique nécessaire pour modeler cette marche à l'image d'une course vers le "socialisme". Que la classe ouvrière ne se fasse pas de souci. Les sacrifices qu'on lui imposera sont autant de clefs pour la porte du paradis socialiste!

Lors de son dernier Congrès national, le PSB a d'ailleurs largement développé la politique anti-crise qu'il s'appête à mettre en oeuvre dans un gouvernement PSB-PSC-CVP appuyé sur une réelle "collaboration" de classe. Et le terme de "collaboration" est trop pudique encore pour désigner l'objectif suivi par cette entremetteuse du capital qu'est la social-démocratie!

Le retour imminent au gouvernement de ce défenseur de la veuve et de l'opprimé, le saurait pas tarder. D'autant plus qu'après sa brève cure d'opposition, le PSB est à présent suffisamment "blanchi" et crédible aux yeux de la classe ouvrière. Il ne lui reste donc plus qu'à attendre :

- la mise au rancard du conflit communautaire et des querelles qui divisent actuellement l'Etat (c'est à dire que le PSB exige de la bourgeoisie la signature d'un "pacte communautaire")
- la légalisation de sa venue au pouvoir grâce aux élections qui auront bientôt lieu, et cela afin de profiter d'un large consensus social.

Ensuite, fort de son droit, le parti socialiste s'appliquera à faire accepter à la classe ouvrière, aidé par les syndicats et plus particulièrement par la FGTB, la nécessité d'une baisse générale de son niveau de vie, et l'accélération de ses cadences de travail.

Quant aux gauchistes (ce touchant tableau de famille serait incomplet sans la présence de ces rabatteurs critiques de la social-démocratie), suppléant à la faiblesse générale du parti communiste, ils s'engagent avec un langage radical dans la défense du "gouvernement ouvrier"

Ainsi, cautionnant indirectement la présence du PSB au pouvoir, les gauchistes vont s'efforcer de présenter une alternative plus "ouvrière", plus "socialiste" encore à la classe ouvrière, afin que celle-ci sache lorsqu'elle sera isolée, atomisée devant son bulletin de vote, choisir la bonne couleur, le bon numéro, celui qui doit le conduire au grand jeûne collectif, à l'abstinence prolongée, et peut-être à la prochaine boucherie mondiale.

Mais pour lui faire se serrer la ceinture, en baissant passivement la tête, la bourgeoisie va avoir beaucoup de fil à retordre avec le prolétariat. Que ce soit en Belgique ou ailleurs dans le monde, le spectre de la révolution communiste est revenu troubler de plus en plus les nuits agitées de la bourgeoisie.

J.L.

NOTE

(1) PSC/CUP : Parti social chrétien
PLP/RW : Parti pour la liberté et le progrès (libéral).

(2) Au sein de la Seconde Internationale, le POB (Parti Ouvrier Belge) avec à sa tête Vandervelde se distinguait déjà par ses fortes tendances opportunistes. De 1915 à 1921, le POB collabora avec le gouvernement, Vandervelde devenant ministre d'Etat.

publications du c.c.i.

ACCION PROLETARIA (Espagne)
Ecrire à l'adresse de R.I.

INTERNACIONALISMO (Venezuela)
Ecrire à l'adresse de R.I.

INTERNATIONALISM (USA)
P.O. Box 961
Manhattanville Station
365, West 125 St.
New York, N.Y. 10027 (U.S.A.)

P.O. Box 328
Station "D"
Toronto, Ontario (Canada)

INTERNATIONALISME (Belgique)
B.P. 2
Etterbeck 4
1040 Bruxelles

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE (Italie)
Ecrire à l'adresse comme suit :
Sandro Saggio
Casa della Postale 85/6
35100 PADOVA

WORLD REVOLUTION (Grande-Bretagne)
Ecrire à l'adresse comme suit :
B.M. Box 869
LONDON WC IV 6XX

publications récentes en langue française

INTERNATIONALISME :

Publication en langue française (paraît aussi en Néerlandais) de la section belge du Courant, INTERNATIONALISME paraît actuellement tous les deux mois. Outre les articles analysant plus particulièrement la situation en Belgique, elle contient des articles à caractère plus général et constitue un complément à la publication de la section française.

SOMMAIRE DU DERNIER NUMERO :

- Editorial
- Après les élections
- Le fantôme de 60 - 61
- Afrique du Sud
- Pays-Bas
- U.S.A.
- Le Gauchisme
- Publications du C.C.I.

REVUE INTERNATIONALE

Elle se fixe les tâches suivantes :

- la publication de prises de position et d'analyses de notre courant sur les problèmes les plus importants de la situation internationale
- la republication de textes du mouvement ouvrier peu connus et diffusés pour avoir été écrits au cours de la période de plus grand isolement des révolutionnaires
- la publication de correspondances et de polémiques avec des groupes et courants proches ou dont les positions présentent un intérêt

Complément indispensable des publications spécifiques à chaque pays, elle apporte l'approfondissement théorique nécessaire à la clarification des positions révolutionnaires.

SOMMAIRE DU DERNIER NUMERO :

- La situation politique internationale
- L'accélération de la crise économique
- Etat et dictature du prolétariat (Textes du 2ème Congrès de R.I.)
- La Gauche Communiste en Russie : 1918 - 1930 (Ière partie)
- Les ambiguïtés sur les "Partisans" dans la constitution du P.C.I. en Italie en 1943
- "Combate" : "Contra a Corrente"... ou contre le C.C.I. ?

BROCHURES :

- PLATEFORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE (réédition de la plateforme de 1972)
- LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

REVUE INTERNATIONALE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL :

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du C.C.I.

Elle exprime l'unité des revues d'intervention des sections de pays de notre courant.

une équipe chasse l'autre... la crise demeure

(Suite de la p. 1)

bitieuses à l'Allemagne Fédérale et au Japon, insistant sur le fait que ces économies relativement "saines" doivent partager la tâche d'essayer - en vain - de remettre l'économie mondiale à flot.

Cependant, la controverse entre les déflationnistes et les partisans de la relance a de moins en moins de sens non seulement à long terme, mais à court terme. Le temps que durent les résultats positifs de la relance pour la bourgeoisie, c'est-à-dire, le temps qui s'écoule entre le moment où la relance commence à stimuler la production et le moment où elle commence à sécréter une hyper-inflation, s'est réduit à quelques mois. Parallèlement, comme l'expérience récente l'a démontré, le temps que durent les effets bénéfiques de la déflation pour le capital, c'est-à-dire, le temps qui s'écoule entre le moment où la déflation commence à ralentir la hausse des prix et le moment où elle provoque une chute générale de la production, s'est aussi réduit à quelques mois. La bourgeoisie et ses idéologues vont apprendre cette leçon dans l'année qui vient : les politiques monétaires et fiscales - qu'elles soient stimulatives ou restrictives - avec lesquelles la bourgeoisie a fait face aux problèmes économiques pendant la période de reconstruction d'après la 2ème guerre mondiale (1945-65) sont inefficaces et, en fin de compte, inutiles, face à la crise générale de surproduction caractérisée en même temps par l'hyper-inflation et la dépression !

Aujourd'hui, les solutions de type keynesien et monétaire aux problèmes des crises capitalistes, se révèlent être une faillite et les manipulations fiscales et monétaires de la bourgeoisie devront céder la place à une série de mesures nouvelles et plus poussées pour réagir à la crise qui s'approfondit.

Alors que la plupart des conseillers économiques du nouveau président partagent la même orthodoxie keynésienne, la logique des événements va obliger la bourgeoisie à prendre de nouvelles orientations ; et l'équipe gouvernementale de Carter sera mieux adaptée à cette tâche que celle de son prédécesseur républicain. La direction que va prendre la nouvelle administration ne peut aller que vers une étatisation accrue et vers l'établissement d'une économie de guerre de plus en plus totalitaire.

Toutes les fractions de la bourgeoisie sont d'accord sur la nécessité absolue de réduire cette composante du prix des marchandises qu'est le capital variable ; en d'autres termes : attaquer féroce les salaires de la classe ouvrière. Si bien les mesures d'austérité prises par l'administration Ford cette année ont réussi à faire baisser le niveau de vie du prolétariat, elles n'ont pas réussi à établir un cadre institutionnel qui permette à l'Etat américain de planifier à l'avance l'appauvrissement graduel de ses esclaves salariés ou bien de sécréter le ciment idéologique lui permettant d'attacher le prolétariat à l'Etat.

Le conseiller de Carter, Lawrence Klein, a insisté sur le fait que le nouveau Président devra "faire face à la nécessité d'une politique des revenus" et a poussé dans le sens de l'établissement de directives "volontaires" concernant les salaires et les prix, par le biais d'un Conseil pour la Stabilité des prix et des salaires, élargi

et renforcé. Pendant ce temps, la "Brookings Institution", qui prône l'intensification de l'étatisation, pousse vers la mise en place d'une version américaine du "Contrat Social".

La politique de l'équipe de Carter pour un contrôle des salaires, comme partie intégrante de son plan de relance économique est une confirmation évidente de but réel recherché par tout programme de relance : stimuler la production et réduire la consommation de la classe ouvrière ; augmenter la masse et le taux de plus-value et réduire les salaires du prolétariat. Le capital américain doit se doter d'un mécanisme institutionnel qui permette à l'Etat d'appliquer en force ce que dicte l'anarchie de la production capitaliste : la paupérisation absolue de la classe ouvrière.

Dans une conjoncture historique caractérisée par une combativité croissante de la classe ouvrière, par un cours vers la guerre de classe généralisée, le mécanisme institutionnel qu'établit l'Etat capitaliste pour s'attaquer au niveau de vie du prolétariat n'a pas de chances d'atteindre son but sans une participation active des syndicats - organisations capitalistes dans la classe ouvrière - à l'époque de la décadence. Ainsi, un des premiers objectifs de l'administration Carter sera d'accélérer l'intégration des syndicats dans l'appareil d'Etat, et, par là, tenter d'enchaîner la classe ouvrière à la Nation. Le Parti Démocratique est bien plus apte à remplir cette besogne que le Parti Républicain. Le soutien enthousiaste et les gages de coopération sincère que Jimmy Carter a reçu de la part du dirigeant de l'AFL-CIO, George Meany, de même que la probabilité que le Président de l'U.A.W., Leonard Woodcock, prenne un poste important au gouvernement quand il se retirera de ses fonctions syndicales en 1977, ne sont que les signes les plus évidents des préparatifs de la bourgeoisie pour contenir l'inévitable éruption de combativité ouvrière.

Une des barrières qui entrave une utilisation plus efficace des syndicats par l'Etat capitaliste est l'article de la loi "Taft-Hartley" qui permet à un état individuel d'interdire les syndicats ou le monopole d'un syndicat sur une branche de métier ("closed shop") ; le Parti Démocrate s'est engagé à abroger cette clause de la loi Taft-Hartley. Contrairement aux intérêts des petits et moyens capitalistes qui ont converti de nombreux états du Sud et de l'Ouest en bastions anti-syndicaux - avec leurs lois sur le "droit au travail" -, les intérêts du grand capital, exprimés par l'appareil d'Etat, nécessitent une structure syndicale puissante et solidement implantée : pour discipliner et surveiller la force de travail en temps de relative paix sociale, et pour dévoyer et détourner la lutte de classe en temps de lutte prolétarienne montante.

MAC INTOSH

Dans la prochaine et dernière partie de cet article sera poursuivie l'analyse des perspectives politiques du capital américain face à la crise.

"La politique impérialiste n'est pas l'oeuvre d'un pays ou d'un groupe de pays. Elle est le produit de l'évolution mondiale du capitalisme à un moment donné de sa maturation. C'est un phénomène international par nature, un tout inséparable qu'on ne peut comprendre que dans ses rapports réciproques et auquel aucun Etat ne peut se soustraire"

R. Luxembourg : La crise de la Social-Démocratie

MOYEN-ORIENT

ENTRE LA GUERRE ET LA LUTTE DE CLASSE

(Suite de la p. 1)

les frais de son intervention 500 \$ par homme et par mois, ce qui va renflouer la trésorerie du président Assad. L'OLP qui, de toute façon, était, sur le plan militaire, condamnée à la défaite, ne pouvait, dans ces temps difficiles se passer des subsides des pétroliers arabes et fut bien obligée d'accepter ce plan de paix. Les représentants libanais ne pouvaient servir tout au plus que de potiches décoratives.

Voici comment se construit un cessez-le-feu efficace au Liban. Tout ceci pouvait encore une fois, si cela était encore nécessaire, que les raisons et l'enjeu de la guerre au Liban ne se situaient pas au Liban mais à Damas, Riyad, Moscou et Washington.

Le bilan de ces dix-neuf mois est lourd. L'ignoble barbarie des conflits inter-impérialistes qui révèle toute l'horreur du capitalisme sénile a laissé sa marque de sang et de destruction : 60 000 morts, plus de 5 milliards de dollars de dégâts, une économie paralysée.

Pourtant, au Liban même, quelque chose est-il résolu en ce qui concerne les points qui, soi-disant, ont motivé le conflit ? Le clivage entre les deux communautés non seulement existe toujours mais s'est accentué et leur armement s'est renforcé ; ce sont toujours les "Chrétiens" qui sont prépondérants dans l'appareil politique. Quant à la présence armée "étrangère" représentée par les Palestiniens avant le conflit, elle s'est doublée de la présence de 27 000 hommes de l'armée syrienne. Quant à la crise économique, l'heure des bilans est catastrophique.

Les différents gangs nationalistes, de "gauche" ou de "droite" qui n'ont pu maintenir que difficilement des alliances conflictuelles (1) durant la guerre, avec le cessez-le-feu, perdant du même coup ce qui, un bref moment, a pu les réunir et aujourd'hui se réaffrontent entre eux comme en témoignent les récentes bagarres entre les différents groupes chrétiens qui retournent à leur leurs divisions naturelles, tandis que de l'autre bord, c'est l'alliance entre le seigneur féodal druze Joublatt et les Palestiniens qui vacillent.

Dans cet imbroglio, l'unité du Liban, (dans la mesure où son armée même a éclaté et qu'aucune fraction de la bourgeoisie n'est pas assez forte pour s'imposer) est maintenue grâce à l'ar-

mée syrienne :

- directement au travers de l'administrateur qu'elle met en place et qui constitue pour l'instant la seule ossature organisée du pays à l'échelle nationale,

- indirectement, par l'unité qu'elle peut créer contre elle, en revivifiant le nationalisme libanais, comme ont pu le manifester les appels du pied de Bachir Gemayel, chef de Phalanges, à la gauche pour s'opposer ensemble à la présence des troupes de Damas au Liban.

Du point de vue du Liban, cette guerre se solde donc par une situation encore pire qu'avant. Où sont donc les vainqueurs ? Au Liban même, certainement pas ! La bourgeoisie, qu'elle soit maronite ou musulmane, conserve ses divisions, sa faiblesse ; les ouvriers se sont trouvés embrigadés au nom du pire des nationalismes pour servir de chair à canon dans un conflit où ils n'avaient aucun intérêt à défendre.

La "paix" qui s'installe démontre bien la nature inter-impérialiste du conflit : c'est une "pax americana". L'impérialisme américain a fait d'une pierre deux coups :

- en intégrant à son bloc la Syrie au sein d'une triple alliance avec l'Egypte et l'Arabie Séoudite qui permet aujourd'hui d'envisager une "solution" politique au conflit endémique qui constitue un facteur d'instabilité dans cette région, celui qui oppose les pays arabes à Israël ;

- en affaiblissant la marge de manoeuvre des Palestiniens qui, peu à peu, doivent se plier au consensus imposé par les USA au Moyen-Orient, comme en témoignent les récentes déclarations de l'OLP acceptant de gérer un Etat boîteux qui pourrait être constitué des territoires aujourd'hui occupés par Israël à Gaza et en Cisjordanie.

L'Egypte et la Syrie, en bons alliés de l'impérialisme américain, reçoivent leur récompense :

- un rôle d'initiative politique pour négocier avec Israël pour l'Egypte, ce qui lui permet d'affirmer son importance politique au sein du monde arabe, - une ouverture vers la mer au travers du Liban et les deniers de Judas que constituent les subsides séoudiens pour la Syrie.

Le bloc impérialiste russe, quant à lui, se retrouve considérablement affaibli, ne réussissant à maintenir ses po-

sitions au Moyen-Orient qu'au travers de sa présence en Irak.

et Israël ?

Jusqu'à présent, le conflit israélo-arabe avait marqué de toute son empreinte la situation au Moyen-Orient, le conflit libanais l'a remis au second plan.

Autre gendarme de l'impérialisme américain dans cette région du globe, Israël bénéficie aussi des conséquences du conflit libanais : son adversaire le plus déterminé : l'OLP vient d'échapper de justesse à un nouveau "Septembre Noir" et se trouve contraint d'adoucir ses revendications politiques après avoir été considérablement affaibli ; d'autres ont fait le travail pour l'Etat israélien et ce n'est pas d'un mauvais oeil que le gouvernement d'Iztrak Rabin a vu se développer l'intervention syrienne au Liban, comme il le déclare lui-même : "il n'y a aucune raison d'empêcher les syriens de tuer des feddayins" et, comme le précise Shimon Perès : "Il ne faut pas seulement se demander quelle est l'importance et dans quels secteurs l'intervention syrienne a lieu. Il faut aussi se poser la question : contre qui est dirigée cette intervention ?"

D'autre part, le conflit lui a offert l'opportunité de renforcer son système de défense à la frontière avec le Liban en solidifiant la zone de sécurité qui l'isole du "Fatah Land" et lui a permis d'établir de fructueux contacts avec la "droite" chrétienne du Liban. Durant le conflit, c'est à une véritable alliance de fait entre la Syrie et Israël que nous avons assisté et c'est de bon augure vis-à-vis d'un éventuel règlement du contentieux israélo-arabe.

Les violentes mises en garde contre la progression des troupes syriennes dans le sud du Liban correspondent surtout à un besoin interne au capital israélien. En effet, dans la période actuelle, la Syrie ne constitue pas un danger pour Israël alors que le Front du Golan est dégarni et que les troupes syriennes sont fixées au Liban ou massées à la frontière irakienne, nouvelle ligne de tension entre les deux blocs, alors que, face à la dégradation de l'économie israélienne et de l'agitation sociale qui en découle, il est vital pour le gouvernement travailliste de M. Rabin de

renforcer l'unité nationale : mettre en garde contre le danger syrien est encore le meilleur moyen.

En effet, la crise économique en Israël ne fait que s'aggraver. Avec un tiers du PNB consacré à l'armée, c'est-à-dire au moins un tiers du PNB consacré à un secteur improductif, c'est une économie dont la compétitivité est sérieusement diminuée et se trouve donc en position de faiblesse sur le marché mondial. La conséquence principale est une inflation galopante de 25 % en 1975 et 35 % en 1976 ; après une dévaluation de 40 % en 1973, le gouvernement Rabin, pour sauvegarder la capacité exportatrice du pays a institué la "dévaluation rampante", au rythme de 1 à 2 % par mois, et le plan de 5 ans qui va de 1976 à 1980 prévoit la réduction de la consommation chaque année jusqu'en 1979 et l'augmentation du chômage.

Avec la perspective de la guerre qui s'éloigne, le gouvernement travailliste a de plus en plus de mal à maintenir le consensus social et la mystification nationaliste se révèle de moins en moins efficace pour faire accepter des sacrifices toujours plus forts à une classe ouvrière qui retrouve son chemin de classe.

l'alternative prolétarienne à la crise

Ces derniers mois, c'est une importante vague de grèves qui s'est développée en Israël et qui a touché le secteur public, mais aussi paralysé les ports et l'aviation civile. L'affolement de la bourgeoisie marque bien la situation explosive issue du mécontentement des travailleurs qui voient chaque jour leur niveau de vie diminuer. Si l'Histadrout, la centrale syndicale unique, parvient encore aujourd'hui, mais de plus en plus difficilement, à dévier les luttes de la classe vers des impasses, le carcan démocratique et la mystification nationaliste parviennent de moins en moins à jouer leur rôle de chloroforme de la conscience de classe. Les luttes trop longtemps contenues par un appareil politique de la bourgeoisie bien rodé peuvent éclater avec d'autant plus de violence, comme en témoignent les émeutes qui ont suivi en 1974 l'augmentation brutale des produits de première nécessité. Les appels de M.

(Suite p. 5)

ENTRE LA GUERRE ET LA LUTTE DE CLASSE

(Suite de la p. 4)

Rabbin à la défense du capital national face aux ennemis qui menacent la sécurité du pays : palestiniens, syriens, etc. parviennent de plus en plus difficilement à faire accepter aux travailleurs de se serrer la ceinture.

Dans cette région du globe, où le nationalisme pèse de tout son poids sur la conscience des travailleurs, le ressurgissement de la lutte de classe depuis les années 1970 représente la seule alternative réelle face à la guerre impérialiste.

Les émeutes ouvrières en Egypte, aux aciéries d'Hélouan en 1971 et dans le complexe textile de Mechalla-Al-Fabra en 1975, marquent la réémergence du géant palestinien sur la scène de l'histoire dans cette région du globe.

Venant dans une économie orientée en permanence vers la guerre depuis la fin de la deuxième boucree mondiale, les travailleurs du Moyen-Orient voient leur niveau de vie encore plus atteint aujourd'hui par la crise mondiale du capitalisme. En luttant contre les attaques portées contre ses conditions d'existence, la classe ouvrière se retrouve de plus en plus directement confrontée à l'Etat de manière violente et dans le développement de son combat est amenée à remettre en cause la situation de guerre impérialiste permanente qui existe dans cette région car elle retrouve son véritable ennemi de classe : la bourgeoisie contre laquelle elle doit s'unifier par delà les divisions que cherchent à lui imposer le capital en nations, en religions, races, etc...

Si l'idéologie nationaliste pèse encore de tout son poids sur la conscience des travailleurs aussi bien au Liban qu'en Syrie où la bourgeoisie sort renforcée politiquement du récent conflit libanais, il ne faut pas croire que les promesses nées des luttes des ouvriers en Syrie dans les années 60 resteront sans lendemain. Si, dans cette région du globe, le prolétariat est encore faible et marqué par les divisions nationales, d'importantes concentrations ouvrières existent ; dans la région de Damas, dans les Emirats Arabes, avec le développement de l'industrie pétrolière, en Egypte autour du Caire et en Israël.

Le ressurgissement de la lutte autonome des travailleurs qui, en Israël et en Egypte, se confronte aux syndicats ou même directement à l'appareil militaire et policier comme durant les émeutes en Israël en 74 ou en Egypte en 75, montre que, par delà les frontières, les prolétaires sont confrontés aux mêmes problèmes, ont à faire face à une aggravation toujours plus forte de leur niveau de vie. A travers ses luttes, l'apprentissage difficile que fait la classe ouvrière, c'est qu'elle n'a pas d'intérêt national à défendre, que la bourgeoisie, qu'elle se proclame de droite, ou de gauche, qu'elle soit phalangiste, baassiste, nassérienne ou travailliste, n'a plus rien à lui apporter, qu'il n'y a pas de fraction soi-disant progressiste à soutenir au sein d'une classe qui n'a plus d'avenir historique. Les événements du Liban après les guerres israélo-arabes sont là pour le démontrer tragiquement.

Plus que jamais, avec son ressurgissement, le prolétariat d'aujourd'hui doit faire sien les mots d'ordre du prolétariat révolutionnaire du début de ce siècle : FACE A LA GUERRE IMPERIALISTE, DEFAITISME REVOLUTIONNAIRE ! L'ENNEMI EST DANS NOTRE PROPRE PAYS ! LES PROLETAIRES N'ONT PAS DE PATRIE !

J. J.

(1) A Saïda, deux groupes palestiniens (théoriquement alliés) s'affrontent pour la possession de la cargaison d'armes d'un bateau. Finalement, bateau et chargement couleront...



LES LUTTES DE CLASSE EN AMERIQUE LATINE

L'Amérique Latine a le triste privilège depuis des décennies d'alimenter la production de sociologues de tout acabit en quête d'une révolution à étudier "sur le terrain". Quand ces malheureux sociologues ont épuisé en montagnes d'ouvrages leurs savantes études, ils se trouvent relayés par toutes sortes d'espèces gauchistes à la recherche de sensations fortes dans les guérillas, chantant dans leurs brochures le "courage du peuple", et la "spécificité" latino-américaine, versant des larmes intéressées sur les masques des opprimés qui seraient tombés pour "la patrie latino-américaine".

Toute cette sentimentalité répandue abondamment par les folliculaires des deux mondes ne peut cacher, derrière tout un folklore guérillériste, l'ignominie du but visé par les chantages gauchistes du "mythe du Che" : s'acharner à prouver, démontrer sans relâche qu'en Amérique Latine il n'y a pas vraiment de prolétariat ; que celui-ci serait trop "faible", trop "isolé" pour agir comme classe distincte de l'ensemble de la nation "latino-américaine". En sorte, la seule "mission historique" qu'aurait à remplir le prolétariat de ce continent serait de servir de chair à canon ou d'armée de réserve des luttes "anti-impérialistes" et autres "révolutions démocratiques bourgeoises". Ce que les trotskystes présentent au travers de la guérilla ou des fronts populaires comme l'expression de la "révolution permanente" ou les bordiguistes comme le douloureux enfantement de la "révolution bourgeoise" a le même fondement : donner un label "radical" aux convulsions incessantes dans la sphère politique d'une bourgeoisie décadente et dénier par toutes sortes de contorsions "théoriques" au prolétariat toute existence de classe distincte du reste de la société, devant non pas s'aménager un espace dans cette sphère politique, mais détruire de fond en comble l'ensemble de l'édifice sur lequel s'est instaurée la société bourgeoise.

la lutte du prolétariat mondial en Amérique Latine

Il y a près de 55 ans, le Deuxième Congrès de l'Internationale communiste, foyer encore vivant de la Révolution mondiale lançait un "Appel au prolétariat des deux Amériques" :

"Le fait que l'impérialisme américain règne sur les deux Amériques oblige les représentants du mouvement révolutionnaire aux Etats-Unis et en Amérique latine à considérer la révolution non seulement du point de vue de leur propre pays, mais aussi de celui de la révolution dans les deux Amériques, en un mot du point de vue de la révolution américaine."

En fait commençait à se manifester au travers de l'influence d'éléments comme N. Roy et Katayama chargés de mettre en place les nouvelles sections en Amérique latine, la théorie que dans certains continents soumis étroitement à l'impérialisme dominant il pouvait y avoir des "spécificités" ou des "traits particuliers" par rapport au continent européen. Malgré son contenu révolutionnaire cet appel laissait en fait la porte ouverte à toutes sortes de théories qui ont été développées par la suite tant par les trotskystes avec leur "révolution des Etats socialistes d'Europe" que par les staliniens et leur "socialisme dans un seul pays".

Battant en brèche toute idée de révolution sinon dans un seul pays mais "continentale", le développement de la lutte de classe en Amérique latine tant dans le passé qu'aujourd'hui même prouve qu'il ne serait y avoir une monstruosité dénommée "révolution prolétarienne européenne", "asiatique" ou "américaine". Dans ce sens, beaucoup plus justement concluait l'Appel en affirmant avec force que "l'écroulement du capitalisme et le surgissement de la révolution mondiale sont les aspects décisifs de notre époque et doivent déterminer les formes et les objectifs de la lutte internationale du prolétariat".

Ce sont "ces formes et ces objectifs de la lutte internationale du prolétariat" que les révolutionnaires doivent mettre en avant au sein de leur classe quel que soit le continent, et particulièrement en Amérique latine où toutes

les forces de la bourgeoisie se sont liguées pour dévoyer le prolétariat de son propre terrain de classe par toutes sortes de mystifications à caractère nationaliste.

Dès le XIXème siècle le prolétariat en Amérique latine s'affirme comme une fraction déçidée du prolétariat international. Terre d'émigration des ouvriers européens ou des exilés politiques du Vieux monde, l'Amérique latine ne connaît pas d'histoire distincte du mouvement ouvrier international. C'est très tôt que s'implantent les premières sections de l'AIT dans les grands centres ouvriers de la côte Atlantique. Ainsi, en 1871 se crée à Buenos Aires une section française dont le correspondant est en contact étroit avec Marx. Il en est de même en 1875 lorsque naquit autour d'ex-communards et d'ouvriers espagnols la section uruguayenne à Montevideo.

Cette caractéristique originale du mouvement ouvrier latino-américain comme expression locale d'un même mouvement international se retrouve avec la fondation autour d'ouvriers allemands des partis socialistes d'Argentine et d'Uruguay à la fin du siècle dernier ; ces deux partis devenant les sections de l'Internationale en Amérique Latine.

Au fur et à mesure que commençait à se développer la classe ouvrière de ces pays, les caractéristiques de groupes nationaux disparaissent. Au moment où commencent les premières grandes luttes ouvrières préfigurant la révolution russe d'octobre, le prolétariat d'Amérique latine s'inscrit aussitôt dans cette vague de fond qui menace les fondements de la société capitaliste. A Buenos Aires, de 1904 à 1910, le prolétariat affronte sans faiblir le capital. En 1905 au Chili, à Valparaiso, s'installe la grève générale, à laquelle la bourgeoisie répondit par une sauvage répression (500 morts).

De même, quand "la révolution mondiale, commencée par les travailleurs de Russie, continuée par ceux d'Europe et d'Asie" éclate, "elle ne peut être achevée que par les travailleurs d'Amérique" (appel de l'IC au prolétariat des deux Amériques). Si cette vague échoua avant d'atteindre le reste du monde, les ouvriers ont répondu présent à la tâche de l'heure : se battre comme classe contre l'Etat capitaliste et tous ses agents. C'est ainsi que, de 17 à 19, année de la "semaine tragique" à Buenos Aires, le prolétariat d'Argentine verse son sang non pour une révolution "anti-impérialiste" ou "américaine" mais pour la révolution mondiale. Dès 1919, le prolétariat du Mexique répond à l'appel mondial lancé par sa classe en Europe par la constitution d'un parti communiste, section de l'Internationale communiste récemment créée.

Où se trouve encore la "spécificité latino-américaine" du prolétariat, lorsque, après 50 années de contre-révolution, la fraction du prolétariat mondial dans ce continent refait surface, comme l'avaient déjà fait en Europe les prolétariats français et italien, et affronte le capital à Cordoba et Rosario en 69, l'"Union populaire" dans les mines de cuivre chiliennes en 72, le gouvernement "socialiste" du Venezuela en 75? Des mines du Pérou aux usines d'Argentine, c'est le même prolétariat international qui a ressurgi à nouveau, après que tant de sociologues "marxistes" eurent prédit la disparition du prolétariat et investi la paysannerie ou les étudiants d'une "mission révolutionnaire".

force et faiblesse du prolétariat en Amérique du Sud

Là où le capitalisme s'est développé périphérieusement, en concentrant plus tardivement et plus faiblement les forces productives, tout le chœur réuni de la gauche, des gauchistes et des anarchistes proclame une fois pour toutes : pas de révolution prolétarienne ! A zone "arriérée" lutte arriérée pour prolétariat "arriéré" ! L'Amérique Latine est un "cas particulier" ! Le prolétariat, ici, ne peut être d'essence internationale, mais une simple fraction du "peuple" devant combattre en première ligne pour la "patrie socialiste et ouvrière" !

En réalité, dans les centres industriels les moins développés du capital

mondial, le prolétariat se trouve dans une double situation de force et de faiblesse qui vient imprégner fortement de ses traits la lutte de classe.

Comme en Russie, avant la Révolution, dans un continent immense (et cela est tout aussi vrai pour la Chine aujourd'hui) se trouve concentré dans quelques villes gigantesques un prolétariat nombreux et jeune. Cette concentration particulièrement dense dans le Brésil côtier ou dans le nord du Mexique et surtout dans les capitales politiques (Buenos-Aires, Montevideo, Mexico) donne à cette lutte de classe un caractère immédiatement politique d'affrontement avec l'Etat capitaliste. Là où le prolétariat est concentré mais loin du centre politique, il se trouve le plus vulnérable et le plus réduit à la défensive, comme l'ont montré ces dernières années les luttes de classe menées par les mineurs boliviens, chiliens ou péruviens, et cela en dépit de toute la combativité accumulée après plus d'un siècle de résistance acharnée au capital.

Mais surtout, dans ces zones les plus fragiles du capital mondial, là où précisément la crise frappe avec le plus de force, où la décadence et la barbarie d'un système sénile condamne l'immensité des masses ouvrières à la paupérisation absolue, il ne peut y avoir la moindre illusion sur la possibilité de "réforme" du système. Aux revendications ouvrières, la bourgeoisie sans véritable assise économique solide, à la différence des pays de vieille démocratie, ne peut qu'opposer mitraille et prisons. Alors que dans les pays "démocratiques" la bourgeoisie trouve dans les mystifications syndicales le plus sûr rempart de son ordre barbare, en Amérique latine la bourgeoisie ne peut opposer que les syndicats les plus ouvertement corrompus et les plus ouvertement répressifs de la classe ouvrière. La lutte de classe en Amérique latine ces dernières années est la suite ininterrompue d'affrontements souvent sanglants avec les syndicats, de grèves sauvages incessantes : depuis les grèves des ouvriers des aciéries en 74 au Venezuela jusqu'à celles des métallos de Villa Constitución en Argentine en 75 (et celles de l'automobile depuis septembre 76 à Buenos Aires et Cordoba malgré l'interdiction de toute grève), où la répression anti-ouvrière fut menée conjointement par la CGT et l'armée.

La faiblesse du prolétariat en Amérique latine se trouve fondamentalement dans sa propre jeunesse et son relatif isolement géographique du centre prolétarien de l'Europe, isolement renforcé par 50 années de contre-révolution. Ceci était déjà vrai à la fin du siècle dernier dans les pays les plus développés du continent. En Argentine comme en Uruguay devaient longtemps triompher les idées anarchistes ou anarcho-syndicalistes ; le développement des illusions syndicalistes incarnées dans la Fora argentine ou la Foru d'Uruguay ou dans les sections des IWW au Chili et au Mexique devaient freiner le rattachement du prolétariat du continent à la deuxième Internationale, et faute de traditions théoriques limiter la réflexion théorique dans quelques cercles d'ouvriers immigrés condamnés à la disparition rapide (Vorwärts en Argentine et au Brésil). Cette immaturité d'un prolétariat non rattaché directement au reste du prolétariat international - à la différence du prolétariat russe qu'une solide tradition théorique rattacha très tôt à l'Internationale en dépit et de sa jeunesse et de son éloignement géographique - devait peser lourdement quand les organismes du prolétariat mondial (2° et 3° Internationales) eurent passé définitivement le Rubicon pour le camp ennemi.

Nous verrons prochainement comment cette force et cette faiblesse du prolétariat d'Amérique latine se traduisent par une marge de manoeuvre étroite de la bourgeoisie, d'une part, et comment, d'autre part, les mystifications les plus "radicales" ont trouvé à travers la "guérilla" ou la mystification trotskyste de "l'anti-impérialisme" leur terrain de prédilection et d'expérimentation.

Ch.

GROUPEMENTS DE CLASSE ET GROUPEMENTS CONFUS

Entre la classe ouvrière et la bourgeoisie il n'existe aucun terrain d'entente ; leurs intérêts, tant historiques qu'immédiats sont inconciliables. De ce fait, si on peut trouver plusieurs formations défendant les intérêts d'une même classe, il ne peut jamais exister d'organisation politique à mi-chemin de l'une et l'autre de ces classes. Tout groupement défendant un programme politique est nécessairement l'instrument d'une classe ou d'une autre mais jamais de deux en même temps. Cependant, si la distinction est facile à faire entre, d'une part, des organisations qui apportent tels les PS, PC, maoïstes et trotskystes, un soutien explicite et non démenti du capitalisme sous l'une ou l'autre de ses formes et, d'autre part, des organisations qui,

ayant tiré les leçons fondamentales des expériences de la classe, défendent ces acquis programmatiques dans les luttes d'aujourd'hui, il devient beaucoup plus difficile de se prononcer sur la nature de classe d'un certain nombre de groupes chez qui cohabitent des positions prolétariennes et des positions de la classe ennemie. Le problème n'est pas abstrait, il est au contraire fondamental dans la mesure où il conditionne l'attitude que les révolutionnaires peuvent avoir à l'égard des différents groupements politiques existant dans la société. On n'essaie pas de convaincre le PS qu'il mène une politique mauvaise, on le dénonce comme instrument du capital. Par contre, s'il faut dénoncer toutes les confusions qui peuvent peser sur certains

courants de la classe ouvrière, il faut également être clair sur le fait qu'ils ne sont pas pour cela des organes de la classe capitaliste et constituent un terrain sur lequel peut encore se développer une pensée révolutionnaire vivante, qu'il s'agit de favoriser au maximum et non pas de bloquer. L'absence de clarté sur les critères permettant de juger la nature de classe d'une organisation peut conduire soit à des déviations opportunistes, soit, comme c'est le cas aujourd'hui pour le C.W.O. ou le P.I.C., qui se complaisent dans la découverte de nouvelles frontières de classe sur des points de détail afin de pouvoir mieux se démarquer du C.C.I., au sectarisme et finalement à la sclérose.

Quand on essaie de déterminer quels sont les groupes qui se trouvent aujourd'hui dans le camp prolétarien il est clair qu'il faut d'emblée rejeter tous les courants qui, malgré leur phraséologie ouvrière ou révolutionnaire, ont participé au travail de recrutement des prolétaires pour les guerres impérialistes : ainsi ne peuvent faire partie de la classe la social-démocratie (1ère guerre mondiale), le stalinisme et ses dérivés maoïstes ("socialisme dans un seul pays", 2ème guerre mondiale), le trotskysme (2ème guerre mondiale) et les courants anarchistes ayant participé aux "fronts populaires" ou à la "résistance".

Ceci établi, il s'agit de pouvoir se prononcer sur des groupements qui n'ont pas un tel passé contre-révolutionnaire mais dont certaines positions politiques constituent des capitulations indiscutables face à l'idéologie bourgeoise et qui, de ce fait, tout en n'étant pas un instrument de la classe ennemie, peuvent constituer des agents de la confusion au sein du prolétariat.

Parmi ce type d'organisations on peut distinguer trois catégories.

Premièrement, les courants qui peuvent se dégager de mouvements plus ou moins confus de la classe tels que le "Mouvement du 22 Mars" en 68 en France ou "Potere Operaio" en Italie en 69. Par leur absence de racines historiques et de programme politique élaboré, ces mouvements ont leur existence directement rattachée aux événements qui les ont fait naître. En général, avec la retombée des luttes, ils disparaissent plus ou moins rapidement ou bien ils sont assez facilement "récupérés" par le capitalisme.

Deuxièmement, les courants qui rompent avec des organisations de la contre-révolution. Le fait que leur rupture se fasse en général sur un point particulier leur interdit bien souvent de rejeter le poids de l'ensemble des autres positions contre-révolutionnaires. Et, même si une telle rupture s'accompagne d'une remise en cause de l'ensemble du programme de leur organisation d'origine, le fait même que ce soit de façon négative que de tels courants font leur apparition, c'est-à-dire en rejetant les conceptions qui étaient les leurs auparavant, ne leur donne pas d'emblée les moyens d'élaborer un programme révolutionnaire cohérent. Une telle élaboration nécessite de leur part de s'approprier les acquis déjà dégagés par les courants communistes et, de ce fait, de cesser de se considérer comme scission de tel ou tel organisme, ce qui équivaut dans les faits à une sorte d'auto-dissolution. L'expérience de "Socialisme ou Barbarie" née en 1949 comme scission de la "Tve Internationale" trotskyste et qui, à la suite de tout un périple a disparu en 1965 après avoir explicitement rejeté le marxisme, comme celle d'"Union Ouvrière" sortie de "Lutte Ouvrière" et qui a sombré très rapidement dans le folklore neo-situationniste de l'"Injure Sociale", illustrent cette énorme difficulté pour les groupes qui se détachent des organisations contre-révolutionnaires à se doter d'un programme révolutionnaire solide et cohérent.

Troisièmement, les courants communistes en dégénérescence. Une telle dégénérescence, qui a toujours menacé les organisations de la classe, comme résultat de la pression énorme qu'exerce l'idéologie bourgeoise sur l'ensemble de la société, a frappé de façon particulièrement tragique l'ensemble des fractions communistes qui s'étaient dégagés de la 3ème Internationale au moment de sa propre dégénérescence. C'est ainsi que le courant trotskyste, après avoir tenté de reprendre le flambeau de l'internationalisme abandonné par l'IC, a lui-même sombré dans le soutien des fronts populaires et la participation à la 2ème guerre impérialiste. Pour avoir décelé et dénoncé bien avant "l'opposition de gauche" les menaces qui pesaient sur l'IC, les fractions

communistes de gauche ont pu s'en dégager avec un bagage programmatique bien plus ferme et cohérent. De ce fait, ces fractions, quand elles n'ont pas disparu comme le KAPD, ont réussi entre les deux guerres mondiales et au cours de la 2ème à se maintenir solidement sur un terrain prolétarien. Mais, à l'issue de cette guerre qui, contrairement à la première, n'a pas débouché sur un surgissement du prolétariat mais qui a, au contraire, marqué une étape supplémentaire dans son écrasement, on a pu assister soit à la disparition pure et simple de certaines fractions, soit à une érosion des principes communistes qui animaient les autres.

Nous sommes donc en face aujourd'hui de toute une série de courants issus principalement de la gauche italienne ou de la gauche hollandaise et qui résistent de plus en plus difficilement au poids de la contre-révolution. Le problème se pose alors de savoir si ces courants appartiennent déjà à la classe ennemie ou s'ils expriment encore, même de façon très déformée et confuse quelque chose de prolétarien. La question est très importante : dans la mesure où le passage d'une classe à l'autre d'un organisme politique ne peut se faire que dans un seul sens, -prolétariat vers bourgeoisie-, si on établit que tel ou tel courant appartient désormais à la bourgeoisie il faut nécessairement en conclure qu'il ne peut plus rien donner de prolétarien, se redresser ou permettre la naissance en son sein de fractions communistes. Il faut alors le dénoncer et le combattre comme tel et affirmer que la classe révolutionnaire passera nécessairement sur son cadavre. Par contre, si on estime qu'un groupement appartient encore à la classe ouvrière, on doit toujours miser sur une possibilité de rétablissement de sa part et en tout cas, favoriser, par une polémique énergique, toute possibilité d'un tel redressement, ou d'apparition en son sein de courants communistes résistants à l'abandon progressif des principes prolétariens.

C'est pour cela qu'il faut définir avec précision les critères qui permettent d'établir la nature de classe des différents courants politiques évoqués plus loin, et plus particulièrement de ceux issus des fractions communistes de gauche.

nature et évolution des groupes confus

Pour juger de la nature de classe d'un courant politique, il faut, en premier lieu bannir toute interférence émotionnelle. Un groupe révolutionnaire ne saurait en particulier baser son appréciation d'un autre groupe à partir des prises de position ou de la façon de polémiquer de ce dernier à son égard. C'est ce que fait le PIC par exemple qui a "décidé de ne plus entretenir aucun contact" avec notre organisation après avoir établi que ses "tendances contre-révolutionnaires... ne feront que s'amplifier", et cela à partir du fait que "RI s'est acharné à vouloir jeter le discrédit sur le PIC" et qu'il "a dépassé le seuil de tolérance dans le chapitre des injures et des calomnies" (Jeune Taupe n°8).

Ces appréciations émotionnelles doivent être écartées dans l'examen, non seulement des attitudes d'une organisation mais également de ses prises de position politiques. Si une organisation adopte sur telle ou telle question une position contre-révolutionnaire, cela ne signifie pas nécessairement que comme corps elle appartienne déjà et, donc, de façon irréversible à la classe ennemie. L'expérience historique, sur un certain nombre de points, a tranché de façon claire. Ces points constituent les frontières de classe sur lesquelles se constitue une organisation politique du prolétariat. Ces positions sont nécessaires pour permettre à l'organisation d'être un facteur réellement po-

sitif dans la prise de conscience de la classe. Elles sont particulièrement indispensables dans les moments d'affrontement généralisé entre prolétariat et bourgeoisie lorsque la moindre erreur peut avoir dans la pratique des implications considérables et tragiques. Certes, c'est à chaque moment de leur existence que les courants politiques assument une fonction ouvrière ou bourgeoise dans la société, mais cette fonction ne peut apparaître clairement que justement au cours de ces affrontements. Le fait pour un groupement politique d'avoir dans son programme à côté de positions révolutionnaires des positions de la classe ennemie, s'il peut effectivement le rejeter dans le camp bourgeois (1), signifie fondamentalement qu'un tel courant ne pourra en toutes circonstances maintenir de telles positions et continuer à rester sur le terrain prolétarien. A un moment donné de l'affrontement entre classes il devra pour pouvoir rester un organe du prolétariat, abandonner ces positions sous peine de devenir ouvertement un instrument de la contre-révolution.

Tout organisme existant dans la société, même celui défendant avec le plus d'acuité et de cohérence les intérêts historiques de la classe ouvrière subit la pression de l'idéologie bourgeoise. Certaines organisations la subissent plus que d'autres et sont par conséquent plus vulnérables face aux grandes épreuves historiques mais ce sont justement celles-ci qui permettent d'établir sans équivoque à quel camp appartient un courant. Par exemple le trotskysme comportait dès sa naissance de très graves faiblesses programmatiques que les fractions communistes de gauche ont depuis le début dénoncé avec la plus grande rigueur mais c'est l'épreuve de la tragédie de 1936 en Espagne et de la seconde guerre mondiale dans laquelle ce courant a participé de façon quasi-unanime qui l'a placé de façon indiscutable dans le camp bourgeois. C'est dans la pratique que les positions antifascistes et de "défense de l'URSS" du trotskysme se sont révélées être incompatibles avec toute appartenance au camp prolétarien même si ces positions avaient été dénoncées depuis une décennie par les fractions de gauche.

De fait, c'est fondamentalement face aux événements majeurs de la vie de la société capitaliste, les guerres et les révolutions, que la nature de classe d'un courant peut apparaître clairement.

C'est par exemple la première guerre mondiale qui a marqué la mort de la seconde internationale et le passage de ses partis dans le camp capitaliste. C'est pourtant de cette même Internationale que sortent des fractions révolutionnaires comme les bolchéviks ou les spartakistes; et c'est leur formation en partis révolutionnaires en dehors d'elle qui confirme sa mort. De même c'est au cours de la révolution en Russie que les courants menchéviks ou socialistes révolutionnaires sont définitivement passés dans l'autre camp non sans avoir permis qu'apparaissent en leur sein des tendances révolutionnaires (comme les menchéviks internationalistes regroupés autour de Trotsky pendant la guerre ou des socialistes révolutionnaires de gauche en 1917).

C'est donc face à des événements historiques de cette importance qui constituent un couperet venant trancher irrémédiablement dans l'histoire qu'un courant est placé devant un choix définitif.

Si on en revient aux différents types de courants politiques examinés plus haut il n'est pas toujours nécessaire d'attendre que de tels événements surviennent pour constater leur éventuel passage dans le camp bourgeois. De fait, les courants qui surgissent plus ou moins confusément des convulsions de la classe où ceux qui se détachent des organisations contre-révolutionnaires n'ont en général pas les bases programmatiques et organisationnelles leur permettant une longue survie. La plupart du temps, ils sont conduits très rapidement soit

à se retrouver comme simple queue des organisations bourgeoises à vocabulaire "ouvrier" ou plus simplement à disparaître. Par contre, les courants communistes qui se sont trempés dans les grandes épreuves historiques, comme les fractions de gauche même s'ils portent en eux des éléments très importants de dégénérescence, n'évoluent pas en général d'une façon aussi rapide. Les conditions très difficiles dans lesquelles ils ont surgi les ont obligés de se doter d'une armure programmatique et organisationnelle beaucoup plus résistante contre les assauts de la classe dominante. Cependant si un tel processus se trouve ralenti dans ces organisations, celles-ci n'en sont jamais à l'abri et d'autant plus que leurs positions peuvent constituer une brèche favorisant la pénétration de l'idéologie bourgeoise. Il en est ainsi par exemple de la gauche italienne qui fut entre les deux guerres avec sa publication de Bilan le courant communiste le plus solide et qui à partir de la fondation volontariste et non exempte d'opportunisme du "Parti Communiste Internationaliste" à la fin de la deuxième guerre (1943), a connu une véritable évolution. Si certains de ses secteurs comme celui qui publie aujourd'hui "Battaglia Comunista" a pu, tant bien que mal résister fortement à la dégénérescence, d'autres et particulièrement "Programme Communiste" échappent de moins en moins à un tel processus dont on a pu constater une accélération notable avec l'aggravation de la crise et le ressurgissement de la lutte de classe. Qu'on en juge par ces quelques citations concernant la nature du trotskysme :

"Nous appellerons donc un chat un chat, Rocard une canaille et les trotskystes de misérables flanc-gardes de la contre-révolution". ("Le Prolétaire" N° 105 - Juin 71)

"Hélas, la LCR... ne fait (pas ce qu'elle devrait faire)". "Il n'est pas difficile de comprendre qu'en croyant manoeuvrer savamment, on tombe dans le piège tendu par l'adversaire". ("Le Prolétaire" N° 227)

"...la Révolution chinoise reste l'événement le plus révolutionnaire et le plus grandiose de ces cinquante dernières années." (Idem N° 227)

Ces quelques extraits auxquels on pourrait en ajouter beaucoup d'autres sont significatifs de l'attitude de plus en plus conciliatrice de "Programme Communiste" à l'égard des courants d'extrême-gauche de la bourgeoisie qui du jour au lendemain ont cessé d'être contre-révolutionnaires.

En ce sens, nous partageons tout à fait la dénonciation que fait l'article publié dans le R.I. N° 30 intitulé : "PCI : le jusqu'aboutisme dans la défense de la barbarie capitaliste", des positions contre-révolutionnaires de cette organisation et des implications tragiques de ses positions sur la "libération nationale" et sur l'existence d'aires géo-historiques différentes. Cependant cet article commet l'erreur de confondre ce qui constitue nécessairement l'aboutissement des positions contre-révolutionnaires du PCI du point de vue de son appartenance de classe avec sa situation présente.

Le point sur lequel il faut insister c'est que les positions que défend aujourd'hui le PCI l'entraînent vers un abandon du camp prolétarien. Mais c'est justement parce que cette organisation n'a pas eu encore l'occasion d'un tel abandon total, contrairement à ce que pense l'article, qu'il faut dénoncer avec d'autant plus de fermeté ses positions contre-révolutionnaires comme celles de l'ensemble des courants qui malgré leurs confusions appartiennent encore au prolétariat, afin que ses éléments qui ne sont pas encore complètement

(suite page 8)

LE PERPETUEL DEBOUSSELEMENT DE L'ANARCHISME première partie

La réponse de la "Lanterne Noire" s'attache à critiquer ou à dénoncer chez nous :

- 1) un malsain "désir de polémique" avec les groupes proches et l'attachement à "un catéchisme marxiste" que nous appliquons "sans imagination aucune et sans jamais poser de question, pour chaque situation, en événement";
- 2) le rejet catégorique de l'autogestion et des luttes parcellaires (femmes, homosexuels, écologie, etc.);
- 3) l'idée que le rôle actif joué par des anarchistes dans la tâches de recrutement du prolétariat pour les deux **bouche-ries impérialistes** (Kropotkine pendant la Première Guerre Mondiale ; la CNT-FAI pendant la Seconde), tout comme la participation de cette dernière au gouvernement de la bourgeoisie républicaine espagnole en 36, aient été des conséquences de l'idéologie anarchiste;
- 4) une certaine "malhonnêteté" dans la critique que nous avons faite du terrorisme anarchiste ;
- 5) enfin, l'idée que la classe ouvrière soit "la seule classe révolutionnaire". La "Lanterne Noire" considère comme l'"inverse de son projet" notre volonté "d'exprimer les intérêts de la classe ouvrière" et de fonder notre action sur l'expérience de cette classe, en particulier depuis 1914.

Nous initions dans cet article une brève réponse qui touchera à chacun de ces points. Et nous commencerons par le dernier, la nature révolutionnaire de la classe ouvrière, car c'est en fait de lui que découlent tous les autres.

la seule classe révolutionnaire

L'article de la "Lanterne Noire" a le mérite de résumer en une seule phrase la tragédie fondamentale de l'anarchisme : "C'est vrai - écrit "La Lanterne Noire" - nous ne comprenons pas pourquoi la classe ouvrière est "la seule classe révolutionnaire".

Toute la faiblesse de la révolte anarchiste, toute l'impuissance aussi bien théorique que pratique de l'"anti-autoritarisme" provient de cette incompréhension fondamentale : les anarchistes n'ont jamais réussi à déterminer clairement quelle est la force sociale capable d'entreprendre la réalisation du projet révolutionnaire qu'ils appellent en permanence de leurs vœux. Se vouloir révolutionnaire et ne pas savoir qui fait la révolution, est sans aucun doute aussi tragique que vouloir naviguer en haute mer sans posséder de boussole ni de bateau!

En effet, c'est d'abord et avant tout de la réponse que l'on donne à cette question que dépendent les formes et le contenu de tout projet qui se veut révolutionnaire. Les socialistes utopistes du XIX^{ème} siècle, St Simon, Fourier, Owen n'ont jamais su y répondre. Aussi finirent-ils par orienter leur activité vers la recherche d'appuis financiers auprès de la classe dominante, pour mettre sur pied les premières réalisations de leurs projets communistes qui, servant d'exemple concret, devaient emporter l'enthousiasme de toute la société. Puis, il y eut les blanquistes qui imaginèrent la révolution comme l'oeuvre d'un groupe de conjurés, militairement préparés, dont la pratique devait donc se résumer essentiellement à une permanente préparation de complots. Les anarchistes, eux, ne sont jamais parvenus à se mettre d'accord sur la réponse à cette question fondamentale: la force révolutionnaire se trouve être constituée suivant les tendances, soit par l'individu révolté, soit par les groupes de terroristes conjurés, soit par l'ensemble de la population guidée par un idéal de justice ou d'insoumission, soit par tous "les exploités" (avec cependant une place "particulière" pour la classe ouvrière), soit, -et c'est le cas le plus fréquent- la force révolutionnaire "définie" par un imbroglio de tout ce qui vient d'être nommé. Sur cette question, l'anarchisme n'est généralement unanime que sur un seul point : le rejet de l'idée de base du marxisme suivant laquelle LA CLASSE OUVRIERE EST LA CLASSE REVOLUTIONNAIRE.

Dans son numéro de novembre 1976, "La Lanterne Noire" ("revue de critique anarchiste") publie une lettre de débat avec le CCI (1). Le texte répond d'une part à une lettre écrite par la section du CCI en Belgique se référant à la critique de l'ex-"Journal des luttes de classes" publiée dans le n° 4 de la "Lanterne Noire", et, d'autre part, à deux articles polémiques parus dans RI, l'un à propos du groupe anarchiste "Pour" ("Pour, contre la classe ouvrière") dans RI n° 25, mai 76), l'autre à propos de la "Lanterne Noire" ("La Lanterne Noire ou les lumières de l'astre mort" - RI n° 24 - avril 76). La "Lanterne Noire" nous explique, en introduction à sa "courte réponse", que le ton "tranchant" et "agressif" de ces deux derniers articles lui avait fait craindre de "nourrir" -en (nous) répondant- "le désir de polémique d'un groupe qui vit en partie de cela". Nous reviendrons sur ce perfide "désir de polémique" qui constituerait d'après la "Lanterne Noire" "l'essentiel" de notre vie. En attendant, saluons l'effort que semble avoir fait la "Lanterne Noire" sur elle-même pour continuer publiquement ce débat dont le fond réel n'est autre que celui qui oppose marxisme et anarchisme.

Dans une pareille confusion, à propos d'une question aussi fondamentale et déterminante pour l'action révolutionnaire quels repères peuvent avoir les anarchistes pour confirmer ou infirmer leurs idées, pour orienter leur action ?

Faut-il s'organiser en groupe terroriste ou faut-il rejeter l'organisation au nom de l'individu ? Faut-il agir au sein de la classe ouvrière ou doit-on s'adresser à tous les hommes de bonne volonté ? Rien dans l'anarchisme ne permet de répondre à ces questions.

Les anarchistes seront probablement capables de reconnaître la révolution une fois qu'elle sera bel et bien achevée -ce qui d'ailleurs ne sera pas très original ; mais, avant ce jour encore lointain, comment peuvent-ils reconnaître avec un minimum de certitude ce qui peut constituer un pas en avant pour la révolution et ce qui ne peut en être qu'une entrave ?

La pratique révolutionnaire est celle qui contribue au développement des conditions nécessaires au triomphe de la révolution. La première de ces conditions est le développement de la force de la classe révolutionnaire. Mais, comment s'accomplira cette tâche comment même déceler un pas en avant dans le développement de cette condition, lorsqu'on est incapable de déterminer quelle est la classe révolutionnaire ? Comment ne pas tomber à chaque occasion dans les mille et un pièges que tend l'omniprésente pression de l'idéologie et la politique bourgeoise à ceux qui veulent bouleverser l'ordre existant, lorsqu'on manque d'un repère aussi indispensable pour pouvoir se tracer une voie autonome par rapport au capital ? Quand on n'a pas de voie propre clairement définie et que l'on veut cependant avancer, que peut-on faire si ce n'est emprunter celle des autres ? Et, lorsque, lassés des échecs provoqués par un tel débousselement permanent, comment ne pas être tentés par la démoralisation, l'isolement, le sectarisme individualiste ?

Telle est l'explication de ce phénomène d'impuissance de l'anarchisme que la "Lanterne Noire" décrit en toute sincérité : "Il est vrai que depuis 68 l'anarchisme a eu du mal à trouver une expression réellement autonome, cohérente, et en accord avec ses objectifs fondamentaux; et que bien souvent des anarchistes, pour ne pas dire tous, ont été plus ou moins à la traîne d'un certain gauchisme. Quand ils ne l'étaient pas (et parfois les mêmes à d'autres moments), ils se sont souvent trouvés en marge, isolés, parfois sectaires" (page 61). (C'est nous qui soulignons).

Et la "Lanterne Noire" d'ajouter immédiatement après : "Ce sont deux attitudes complémentaires qu'il faut s'employer à dépasser (il y a des signes qui montrent que nous ne sommes pas sur la mauvaise voie), et dont nous devons trouver une explication, plus dans la période qui, quoi qu'en dise RI n'est pas aussi "en crise" que cela, que dans la doctrine elle-même"(nous soulignons).

La période ? Laquelle ? "Depuis 68" ? Nous montrerons en traitant de l'attitude d'anarchistes devant les deux guerres mondiales et pendant la guerre d'Espagne que le débousselement anarchiste, son incapacité à être autonome par rapport aux forces de la bourgeoisie, date de bien avant 68. Mais si l'on ne prend en compte que la période "depuis 68" -période caractérisée par le ressuscitement mondial de la lutte de classe- force est de constater qu'un mouvement qui, soit perd sa ca-

pacité d'autonomie par rapport aux forces politiques de la bourgeoisie (représentées ici par les gauchistes), soit "se trouve en marge", "isolé", au moment même où la lutte de classe se développe, a peu de chances de contribuer à la révolution et beaucoup de servir même involontairement, la bourgeoisie dans les moments les plus difficiles de celle-ci.

On ne peut que saluer la volonté de la "Lanterne Noire" de dépasser l'impuissance dont a fait preuve l'anarchisme "depuis 68". Mais, contrairement, à ce qu'elle pense, elle n'est pas sur la bonne voie si elle n'a pas la force de comprendre que l'explication de ce désarroi se trouve bel et bien dans la doctrine anarchiste elle-même.

les ambiguïtés de la "lanterne noire"

La "Lanterne Noire" se distingue favorablement dans le magma anarchiste par une "tendance" confuse mais plus prononcée à poser les problèmes en termes de classe. Cela lui vient probablement de ses origines anarcho-communistes et conseillistes -tendances où on accepte que "tout n'est pas obligatoirement à rejeter dans le marxisme". (Et ce fait n'est certainement pas indépendant de la défense par la "Lanterne Noire" de positions révolutionnaires telles que la nature capitaliste des syndicats, la nature contre-révolutionnaire des formations et le rejet des luttes de libération nationale) même si l'on doit faire d'immenses réserves sur le contenu réel de cette défense. Ainsi, dans son texte de référence : "Nos points communs", la "Lanterne Noire" écrit : "La révolution est la seule possibilité de changement. C'est le projet et l'action, la théorie et la pratique des classes exploitées face à la perpétuation des privilèges des classes dominantes". (2)

La révolution apparaît donc bien comme l'oeuvre de classes, sinon d'une classe. Mais, lorsqu'il s'agit de déterminer ce qui définit ces classes exploitées, la "Lanterne Noire", par crainte de conceptions "purement politiques ou économicistes" de la révolution, nous offre la piteuse aberration, -fleur de la défunte revue "Socialisme ou Barbarie"- des "dirigeants" et des "exécutants". Les exploités, ce sont les "dirigeants" et les exploités évidemment "les exécutants". Et nous voilà de nouveau dans la confusion la plus totale. Car, qui n'est pas "exécutant" dans cette société ? Le président de la république, le pape ou autre laquais de la bourgeoisie ? Ou la bourgeoisie elle-même, cette fonctionnaire du capital ? La femme ouvrière qui travaille est-elle par rapport à son mari plus "exécutante" que la femme du bourgeois ? Et le sexe est-il du coup un critère de classe ? En fait, on prétend parler de classes et on ne fait qu'en diluer le concept même dans une idée totalement a-classiste. A force de voir des classes partout où il y a "direction" et "exécution", on finit par voir tellement de classes qu'on ne peut plus en cerner une seule. On ne parle plus de classes mais d'individus. Ainsi, l'ouvrier est "exécutant" par rapport au capital, mais "dirigeant" par rapport à sa femme et ses enfants, mais s'il est "homosexuel, il est exécutant par rapport aux autres ouvriers qui lui interdisent de s'exprimer librement, etc. etc. Allez donc retrouver dans cette confusion où tout le monde appartient,

selon le "front", à plusieurs "classes" opposées en même temps, qui est la force révolutionnaire !

La classe ouvrière a beau s'être affirmée en 1848, en 1871 pendant la Commune de Paris, en 1905 et 17 en Russie, en 1919-23 en Allemagne, Italie, Hongrie, en 1927 en Chine... et depuis 68 aux quatre coins de la planète, comme la seule force capable de mettre en question le capitalisme, les anarchistes continueront jusqu'à la société sans classes à se demander quelle est la force révolutionnaire.

En fait, ce que ne comprend pas la "Lanterne Noire", ce n'est pas seulement "pourquoi la classe ouvrière est la seule classe révolutionnaire" (comme ils l'affirment) mais plus généralement pourquoi et comment l'histoire (et la révolution en particulier) restera jusqu'au communisme le fruit de l'action de classes économiques.

Ce qui distingue l'anarchisme du marxisme, ce n'est pas comme le pensent les anarchistes, une question d'"autoritarisme" ou "anti-autoritarisme", d'étatisme ou anti-étatisme en soi, mais quelque chose de bien plus global : les marxistes raisonnent et agissent en termes de classe ; les anarchistes le font en termes d'individus et au nom de principes abstraits; anti-autorité, anti-bureaucratie, anti-Etat, révolte, insoumission (3).

Contrairement à l'idéologie bourgeoise qui croit à l'existence et au développement des idées par elles-mêmes, loin de la réalité des classes, pour les marxistes, il n'y a pas de principes de "bien" ou de "mal" en soi, d'"autorité" ou "anti-autorité" en soi. Le marxisme se sait l'expression, la façon de voir le monde d'une classe : la classe ouvrière. Pour les marxistes, est "bon" ce qui renforce la capacité de la classe ouvrière de porter la défense de ses intérêts jusqu'à ses ultimes conséquences : la destruction de l'exploitation ; est "mauvais" ce qui entrave ce renforcement et freine en conséquence la marche vers son émancipation définitive.

C'est avec ces repères de classe et uniquement avec eux que les révolutionnaires peuvent fonder leur pratique et leur pensée de façon cohérente. Telle est la condition première pour ne pas se trouver constamment désorienté devant la pression permanente de l'idéologie dominante, ou face au moindre soubresaut de la lutte de classe comme depuis plus d'un siècle, il arrive systématiquement aux anarchistes.

C'est pourquoi, lorsque la "Lanterne Noire" affirme que "exprimer les intérêts de la classe ouvrière" et "parler d'expérience de la classe depuis 14", c'est l'inverse de(son) projet", elle se condamne à demeurer dans le permanent débousselement de l'anarchisme qui, régulièrement, conduit ses partisans dans le camp du capital.

Dans un prochain article, nous illustrerons les conséquences de cette incompréhension à travers la réponse aux autres critiques que nous a adressée la "Lanterne Noire".

R. V.

(1) "La Lanterne Noire" : toute correspondance à : P. Blachier, BP 14, 92360 Meudon-la-Forêt (ne pas mentionner "La Lanterne Noire").

(2) Comment la théorie de la révolution communiste mondiale est, ne fut-ce qu'en partie, "le projet et l'action, la théorie et la pratique" des petits paysans propriétaires qui, bien que exploités, se sont toujours battus pour la défense de leur petite propriété, ne parvenant dans les meilleurs des cas, d'ailleurs rarissimes, qu'à suivre de loin les mouvements révolutionnaires de la classe ouvrière, c'est peut-être un mystère de la dialectique anarchiste, mais c'est à coup sûr une porte grande ouverte, une base solide pour tous les frontismes.

(3) "Il y a des principes fondamentaux que nous reconnaissons tous (anti-Etat, non hiérarchie, révocation immédiate, rotation...)".. "La Lanterne Noire" n° 1 - article : "Qui sommes-nous ? Que Que voulons-nous faire ?"

PAS D'INDEPENDANCE VIS-A-VIS DE LA CRISE

La crise mondiale sévit comme partout en terre américaine : au Canada, les exportations diminuent, l'inflation oscille aux alentours de 12 %, 7 à 10 % de la population selon les régions est au chômage. C'est dans ce contexte que le parti indépendantiste québécois vient de gagner les élections, en charriant derrière lui tout un langage populiste, et donnant l'occasion de nouveaux bavardages sur le Québec "libre", que les plus "radicaux" veulent présenter comme un affaiblissement du capitalisme, voire une voie vers la transformation révolutionnaire de la société. De telles questions subsistent encore dans des pays comme l'Espagne, la Belgique ou dans certains pays de l'Est. Si ce mythe de l'indépendance régionale ne pèse pas bien lourd sur une classe ouvrière qui a vu ses conditions de misère s'uniformiser à travers le monde, il n'en reste pas moins une illusion que la bourgeoisie mettra en avant pour tenter de la détourner de ses intérêts propres, et de la diviser dans la lutte qu'elle doit mener unie contre le coeur du système capitaliste.

L'utopie indépendantiste

Lorsqu'en 1867 naquit la Confédération canadienne, qui institutionnalisait la nécessaire concentration capitaliste à l'échelle nationale face à la concurrence du géant américain voisin, les réticences des secteurs rétrogrades de la bourgeoisie locale n'avaient aucun moyen de l'empêcher. 100 ans plus tard, alors que la décadence du système a rendu nécessaire une centralisation hypertrophiée dans tous les pays, alors que la concurrence s'est exaspérée à son point extrême dans un monde où les marchés sont sur-saturés, on voit mal où des secteurs locaux de la bourgeoisie pourraient trouver la force de s'opposer à ce mouvement centripète vers l'Etat national.

Au Québec, il n'a d'ailleurs jamais été question d'indépendance économique. Les bavardages sur une possibilité de construction d'un Canada sur le modèle du marché commun ou des pays scandinaves résistent mal à l'implacable nécessité d'"union" nationale : pour lutter contre la concurrence sur le marché mondial, contre l'inflation, contre le chômage, comme le dit Trudeau. Les propositions du parti "indépendantiste" québécois n'inquiètent guère le gouvernement fédéral : certes, ce dernier propose un référendum (pour dans cinq ans!) mais les inquiétudes du parti de Trudeau portent plus sur son avenir propre au pouvoir que sur l'indépendance du Québec : comme le parti libéral évincé par Levesque, il s'est déconsidéré par la politique d'austérité menée (accroissement des dépenses de l'Etat, blocage des salaires) et par la corruption dans laquelle il est plongé (scandales financiers) : quant au P.Q., il a été élu alors que la moitié de ses électeurs est contre l'indépendance. Le référendum peut avoir lieu...

La grande affaire de cette "libération", plus qu'une séparation avec le gouvernement fédéral, veut être présentée comme une libération de l'impérialisme américain et de son valet, le gouvernement fédéral : on a vu les tentatives du Canada pour élargir son éventail d'"associés" économiques : la France, par exemple, n'a pas ménagé ses efforts envers la "communauté culturelle" du Québec. Mais, bien que le Japon et l'Allemagne aient légè-

ment progressé sur ce marché, les USA conservent un part écrasante des échanges. Alors que tous les pays occidentaux sont contraints de subir la loi du plus fort et de se mettre sous la tutelle des USA, on voit difficilement comment un pays aussi proche à tous points de vue des USA - à plus forte raison une de ses provinces - pourrait soudain créer un système autarcique! Le nouveau ministre du travail est très clair sur le sujet : aux questions de "libération" qui lui demandait s'il n'y avait pas la crainte d'un blocus économique contre le Québec, il répond : "les intérêts anglo-canadiens et américains sont notre meilleure garantie". A plus forte raison inversement...

Quant à parler, comme le font les plus "radicaux" défenseurs du "peuple québécois" d'indépendance politique ou même culturelle, ce n'est qu'une pirouette : la politique bourgeoise est avant tout une gestion de l'économie, et tout gouvernement, de droite ou de gauche, indépendantiste ou non, sera sous la contrainte de cette économie. Quant au patrimoine culturel, il faut être aussi borné que "Libération" pour glorifier "la manifestation du droit à ne pas être comme les autres, qui est probablement le fait majeur de cette décennie", quand des décennies de décadence ont unifié les conditions de misère d'exploitation et d'atomisation à l'échelle de la terre. Pour voir à quoi mène ce genre d'élucubrations, il n'est qu'à voir la douce poésie de ce chanter du nationalisme québécois, F. Leclerc, représentant sans doute "révolutionnaire" de la "nouvelle" culture québécoise, glorifiant l'avenir heureux du capitalisme au Québec : "il quittera sa maison ouatée de neige, gagnera ou les champs, le bureau ou l'usine, exigera juste salaire, mais ne détruira rien. Vandales et braconniers sont des profanateurs et méritent potence".

L'austérité aux couleurs du Québec

Parallèlement à cette tendance nécessaire à la centralisation, tant au niveau national (capitalisme d'Etat) qu'au niveau international (renforcement des blocs), la crise exacerbe les contradictions au sein du capitalisme.

La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

Le rôle de l'organisation de révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs" mais de participer activement à la généralisation des luttes communistes et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes basés sur la loi de la valeur, tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales - et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

La bourgeoisie canadienne n'est pas la bourgeoisie américaine, elle est plus faible sur le marché mondial, et il subsiste en son sein autant sinon plus qu'ailleurs des secteurs anachroniques, réticents aux tendances de renforcement de l'Etat. Les changements que nécessite l'évolution de la crise ne se font donc pas sans quelques heurts.

Le Québec, plus que toute autre province canadienne, est sujet à ces tiraillements, du fait que la crise y est plus aigue : le chômage atteint 10% de la population, les troubles sociaux se font plus nombreux, elle est la province la plus imposée du Canada. Les difficultés de mise en place du "grand effort national" y sont donc plus importantes.

-cela explique d'une part la nécessité de remplacer l'équipe Bourassa, déconsidérée par sa politique, assimilée à l'augmentation du chômage et à l'aggravation des conditions de vie, ainsi que par la corruption et les scandales qui ont été révélés sur son compte.

-cela explique aussi pourquoi la petite bourgeoisie s'est soudain sentie traversée d'un "profond courant de nationalisme", particulièrement touchée qu'elle était par le chômage. Incapable de voir la racine du mal, elle se tourne soit contre l'hydre du capital étranger (une austérité au couleurs du Québec, c'est tout de même plus encourageant) soit contre les "anglophones" qui lui prennent les places qu'elle aspire à occuper à la gestion de l'économie.

Sous sa couverture populiste, ce qu'apporte le gouvernement Levesque, ce n'est pas l'indépendance, mais une politique d'austérité, un renforcement de l'emprise de l'Etat sur l'économie, une tentative de mise au pas des ouvriers. Le Québec est la province canadienne qui bat le record du nombre de jours de grève, et le Canada lui-même vient au second rang des pays occidentaux derrière... l'Italie! Dans ce contexte, il est certain que l'appui syndical dont jouit le parti québécois lui sera d'une grande utilité, même si les syndicats canadiens sont dans l'ensemble passablement déconsidérés, leur caractère de mafia trafiquant avec l'Etat les ficelles de l'embauche et du travail étant particulièrement visible. Comme le dit le nouveau ministre du travail : "il nous faut prendre la part des 65% des travailleurs encore non-syndiqués, favoriser cette syndicalisation".

C'est dans ce mouvement d'effort national vers l'austérité que la mystification indépendantiste prend son sens : la bourgeoisie, principalement par la voix de ses ténors de gauche et d'extrême gauche, tentera de faire passer l'ennemi "extérieur" pour le fauteur de troubles, en s'appuyant pour cela sur une certaine division entre anglophones et francophones, qui se traduit au Québec par le fait qu'une bonne partie de la bourgeoisie est anglophone et tentera de reporter le mécontentement

dû au chômage et à la baisse du niveau de vie sur les "envahisseurs" américains.

Les gauchistes, toujours là quand il s'agit de fourvoyer la classe ouvrière sous un langage plus radical, surenchérisse : "La classe ouvrière fête la victoire du parti québécois comme sa victoire, comme une revanche sur les multinationales, contre leur valet Bourassa, contre tous les petits potentats réactionnaires locaux, contre la limitation du droit de grève, et contre la campagne anti-syndicale des autres partis bourgeois... La classe ouvrière ne manquera pas de trouver dans la victoire du parti québécois un stimulant à ses luttes" ("Rouge" 1-12-76). Quel stimulant en vérité pour la classe ouvrière de voir s'implanter une politique d'austérité plus rigoureuse en même temps que plus nationale, de voir remplacer des potentats par d'autres, de voir se développer ses gardes-chiourmes syndicaux!

Quand la classe ouvrière lutte sur un terrain qui n'est pas le sien, sur lequel elle ne peut pas forger les armes qui lui permettront d'engager la destruction du système capitaliste dans son ensemble, le résultat ne peut être que la démoralisation. La politique de la bourgeoisie, qu'elle soit de droite ou de gauche, ne vise rien d'autre : dévier les luttes à venir vers des impasses, ou vers des intérêts qui ne soient pas ceux de la classe ouvrière, diviser la classe ouvrière en intérêts distincts, telle est sa politique dont le "Québec libre" n'est qu'une facette.

DT

GROUPEMENTS DE CLASSE ET GROUPEMENTS CONFUS

(suite de la page 6)

gagnés par le virus gauchiste puissent tenter de lutter contre sa déchéance actuelle ou au moins ne pas être tous entraînés vers la contre-révolution.

En vue de la période d'affrontements révolutionnaires majeurs qui s'annonce et au cours de laquelle l'ensemble des organisations politiques va affronter l'épreuve du feu, les révolutionnaires doivent savoir que toute défaillance programmatique peut se traduire par la mort ou la trahison de leur organisation et que c'est dès aujourd'hui qu'ils doivent veiller à la plus grande rigueur et cohérence de leurs positions afin d'éviter à la classe de nouvelles tragédies.

C. G.

NOTE:

(1) Par exemple une organisation favorable à la participation au gouvernement bourgeois ou à la "défense de la patrie" est nécessairement un instrument de la bourgeoisie.

REVOLUTION INTERNATIONALE est le groupe français du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL.

Le C.C.I. se revendique des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches Allemande, Hollandaise et Italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, Bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

Toutes les formes de "fronts populaires", "fronts unis", "résistance antifasciste", comme la participation au parlement bourgeois sont des mystifications réactionnaires et des moyens de désarmer la classe ouvrière. Le rôle spécifique de ces activités, c'est d'entraver le processus qui mène à l'autonomie de la classe ouvrière et donc à la révolution prolétarienne.

Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un con-

trôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

NOTRE ACTIVITE

L'inévitable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

